

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



La transition, vous la prendrez avec ou sans nucléaire ?

Sommaire

500 km à pied pour un monde sans nucléaire !	P. 3
Contre l'impunité, une rafale de plaintes en justice	P. 5
Uranium : une Aborigène d'Australie témoigne	P. 6
Quand le "débat public" sur Cigéo tourne au fiasco...	P. 7
Ensemble, des riverains barrent la route à l'uranium !	P. 10
Ça bouge dans le Réseau !	P. 12
Le message antinucléaire sur scène	P. 15
La sortie du nucléaire marque des points !	P. 16
Cent jeûneurs pour le désarmement nucléaire !	P. 19
Par Toutatis ! Ils sont fous...	P. 20
L'homme qui a empêché la guerre nucléaire	P. 21
Parc nucléaire français : l'insécurité augmente	P. 23
Vite, des infos !	P. 25
Le logement social en mode "sobriété" !	P. 28
Souscrire à un autre modèle énergétique !	P. 30
Eigg, l'île des énergies renouvelables	P. 32
À lire, à voir, à offrir...	P. 34
Ensemble barrons la route à l'uranium !	P. 36
Supplément catalogue 2013-2014	

Photo de couverture :
© Courtesy of Tjuma Pulka
Aboriginal Media Corporation

Le 21 septembre 2013, lors du discours de clôture de la conférence environnementale, Jean-Marc Ayrault a dévoilé sa proposition pour financer la transition énergétique : "Nous mobiliserons également une partie des gains financiers perçus sur le parc nucléaire existant. Pendant toute la durée de vie de nos centrales... notre parc nucléaire sera mis à contribution..."

On peut s'étonner que le nucléaire, gouffre financier dont tous les coûts ne sont pas chiffrés, soit vu comme une rente fiable. Surtout, il faut comprendre que la transition à la mode Hollande/Ayrault, c'est pousser les réacteurs jusqu'à la "durée de vie" qu'EDF souhaite les voir atteindre... soit 50, voire 60 ans !

Le PS serait donc inspiré par les conservateurs allemands, qui voient le nucléaire comme une "technologie de transition" ? Une "transition" que l'on fait durer, durer, en prétendant que les alternatives ne seront jamais prêtes à prendre le relais... Et en effet, la réduction de la part du nucléaire promise par François Hollande ne se concrétise toujours pas. Et certains parlementaires proposent même de l'étaler sur un siècle !

Pour nos élus, le nucléaire est une mécanique bien rodée. Un petit test, quelques révisions et des normes en plus, et la machine peut marcher indéfiniment. On oublie que cette transition "avec nucléaire" implique aussi de perpétuer les ravages des mines d'uranium et d'amonceler des déchets ingérables dont on ne se débarrassera pas en les mettant sous le tapis. On oublie que les centrales vieillissent, cumulent les incidents,



© Deutscher Naturschutzring

contaminent les travailleurs, et que même l'Autorité de Sûreté Nucléaire n'exclut pas un accident majeur — accident qui, selon l'IRSN, pourrait coûter à la France l'équivalent de deux années de PIB. Que les rafistolages prévus coûteront — au moins — la bagatelle de 55 milliards d'euros. Une somme qui pourrait largement contribuer à financer une vraie transition, sans passer par la case atomique polluante et dangereuse, pour répondre à nos besoins en créant des centaines de milliers d'emplois.

En Chine, au Brésil, en Allemagne, les énergies renouvelables produisent déjà plus que le nucléaire ; mais en France, sous prétexte qu'elles ne pourront pas décoller, on leur coupe les ailes...

Le Réseau "Sortir du nucléaire"

Mentions légales :

Revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" n°59 novembre 2013.

Abonnement pour un an : 12 € (4 numéros).

Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :

<http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Ou courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"

9, rue Dumenge — 69317 Lyon Cedex 04

(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")

Directeur de publication : Patrice Bouveret.

Rédaction en chef : Xavier Rabilloud.

Corrections : Myriam Battarel.

Maquette : W. Quénu.

CPPAP : 0618 G 83296 — ISSN : 1276-342 X

Tirage : 15 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé avec des encres à base végétale.

Date de dépôt légal : à parution.

Retrouvez toute l'actualité sur :

www.sortirdunucleaire.org

La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire" en souscrivant à l'offre d'électricité à 100 % d'origine renouvelable, garantie sans nucléaire, fournie par Enercoop : <http://www.enercoop.org>

En supplément à ce numéro : 1 bulletin de réabonnement, 1 supplément catalogue 2013-2014

500 km à pied pour un monde sans nucléaire

Dans la continuité de nos échanges militants avec les anti-nucléaires australiens de Footprints for Peace, une marche internationale pour la paix et un monde sans nucléaire se déroulait à nouveau cet été. Parti-e-s le 1er juillet de Sigean (11), près de l'usine Comurhex qui est la porte d'entrée de l'uranium en France, nous avons remonté la très nucléarisée vallée du Rhône jusqu'à la centrale du Bugey (01), près de Lyon. Au fil de ces presque 500 km, plus de 150 personnes nous ont accompagné-e-s, sans compter les centaines de sympathisant-e-s qui nous ont accueilli-e-s soir après soir. Retour en images sur une action originale et conviviale pour éveiller les consciences sur les dangers du nucléaire et les solutions pour en sortir.



Plusieurs artistes autoproclamés profitent de quelques jours à Sigean (11) pour peindre le camion aux couleurs de nos slogans... et ne pas passer inaperçus !



Deuxième jour de marche, première action devant la Comurhex à Malvesi où le concentré d'uranium (le "yellowcake") subit sa première transformation.



Sur la route ou à travers bois le rythme était fonction des kilomètres, de l'environnement et de la chaleur de juillet.



Sur la route, de nombreux sympathisant-e-s nous rejoignent pour un repas partagé comme ici à Montpellier.



Entre des actions et les accueils locaux, quelques ateliers pour la confection de chapeaux ou pour déterminer le chemin du lendemain !



Tous concernés !

Après Malvésy, les marcheurs s'arrêtent devant le site de Marcoule où fut construite la première bombe atomique française, Zoé. Avant de continuer leur route via les sites du Tricastin, de Cruas et de Romans où une scène humoristique fut jouée dénonçant l'entreprise minière australienne Toro.



Les derniers jours de marche nous ont vus traverser le territoire des membres de Stop Bugey qui après une action sur un rond-point se sont joint-e-s à nous pour notre dernière action, cette fois-ci devant la centrale du Bugey.



Le soir les sympathisant-e-s locaux nous attendaient régulièrement qui avec un repas gastronomique, qui avec une animation musicale quand ce n'était pas des rencontres avec des membres de la Cimade ou des Faucheurs Volontaires.



C'est fini, vous pouvez enfin sortir vos pieds des sandales et admirer un bronzage des plus artistiques !

Entre deux actions, deux journées de marche ou en fin de journée, le besoin de souffler, se reposer, se laisser happer par la gourmandise ou tout simplement prendre un bain sont nécessaires aux marcheurs pour recharger les batteries et continuer du bon pied.



Conclusion

Chaque traversée de village a constitué une occasion de nombreux échanges avec les habitant-e-s ; rien de tel que des contacts humains directs autour d'une action positive pour sensibiliser nos concitoyen-ne-s sur la sortie du nucléaire.

Nos invités étrangers ont pu mieux cerner la filière nucléaire ; ils sont repartis abasourdis par le gigantisme de cette industrie mortifère. Peu d'entre eux avaient approché d'aussi près des réacteurs et aucun ne pouvait imaginer la place que le lobby occupe en France. Les représentantes aborigènes nous ont, elles, informé-e-s sur les conditions de vie de leurs communautés et sur les méfaits d'entreprises minières comme Toro et BHP Billiton, qui exploitent l'uranium australien.



Jocelyn Peyret

Contre l'impunité, une rafale de plaintes en justice

Dans le cadre de sa campagne nationale "Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés !", le Réseau "Sortir du nucléaire", partenaire de la Marche pour un monde sans nucléaire et pour la paix, a souhaité s'associer aux marcheurs pour dévoiler, de villes en villages, les dessous de la route de l'uranium et de ses installations dangereuses. À chaque passage devant une usine nucléaire, un scandale a été révélé et une plainte juridique déposée. Objectif : faire cesser l'impunité des exploitants qui polluent chaque jour en silence sans être inquiétés.

La porte d'entrée du nucléaire français depuis des années dans l'illégalité

Le 2 juillet, les marcheurs ont fait halte devant l'usine Comurhex Malvésy. À cette occasion, le Réseau a annoncé la plainte qu'il a déposée contre l'exploitant. Cette filiale d'Areva, située dans la banlieue de Narbonne et qui est la porte d'entrée de l'uranium importé en France, a en effet fonctionné depuis des années dans l'illégalité, sans le statut d'installation nucléaire de base. Et celle-ci a attendu l'injonction de l'ASN, en 2009, pour enfin mettre en œuvre la procédure de mise en conformité à la réglementation. Aujourd'hui, une enquête judiciaire est en cours et notre association a été entendue par la gendarmerie dans ce cadre.

Des transports de MOX illégaux à Melox

Le 13 juillet, c'est devant l'installation Melox (dans le Gard), où est fabriqué le MOX, ce combustible très dangereux à base de plutonium, que la marche s'est arrêtée. La veille, le Réseau révélait à la presse et au public que des transports de MOX ont été plusieurs fois organisés en 2012 dans l'illégalité, au mépris des règles de sûreté.

Un laxisme en matière de sûreté à l'usine Comurhex Pierrelatte

L'usine Comurhex de Pierrelatte met en œuvre un processus de "conversion" de l'uranium en hexafluorure d'uranium (UF₆), un composé chimique corrosif, très actif et nocif, qui réagit violemment au contact de l'eau et de l'humidité de l'air. Une substance si dangereuse devrait faire l'objet de contrôles scrupuleux ; il apparaît cependant que la rigueur de l'exploitant laisse à désirer. Le 15 juillet, le Réseau dévoilait qu'en 2012, le dysfonctionnement successif de toutes les mesures de contrôle et de vérification avant l'expédition d'un conteneur d'UF₆ avait conduit à un remplissage de celui-ci au-delà de la quantité limite prescrite.

De graves défauts de sûreté à la FBFC

Le 20 juillet, c'était au tour de la FBFC dans la Drôme d'être la cible des antinucléaires qui rendaient publique une plainte déposée contre Areva. Dans cette installation, qui fabrique les barres de combustible nucléaire, afin d'éviter l'apparition de



réactions en chaîne, des règles strictes doivent s'appliquer à la manipulation et l'entreposage de l'uranium enrichi. Or le fonctionnement de l'usine FBFC démontre qu'il y est fait bien peu de cas de ces règles ! En 2012, un nombre important de conteneurs contenant des matières radioactives ne respectaient pas les règles d'identification, d'entreposage et de transfert interne qui leur étaient applicables. Pour couronner le tout, Areva s'est abstenue de déclarer immédiatement le problème et a fourni des informations incomplètes.

Des incidents en série à la centrale du Bugey

Le 27 juillet, enfin, l'arrivée de la marche à la centrale du Bugey, dans l'Ain, a permis de mettre en avant les nombreux incidents qui s'y sont produits ces derniers temps : déversement de gravats radioactifs dans une carrière, importante fuite de tritium dans la nappe phréatique, défaillance d'un capteur de pression d'un groupe électrogène, incendie sur un alternateur...

La réglementation en matière nucléaire est déjà bien légère et pourtant, elle est loin d'être respectée. Et puisque les autorités semblent démissionner face à l'ampleur de ces manquements répétés, il est de notre devoir d'attaquer les exploitants pour que ces nombreux incidents et défaillances soient fermement sanctionnés.

Laura Hameaux

Uranium : une Aborigène d'Australie témoigne

Peux-tu te présenter ?

Je m'appelle Mitch Aranda. D'origine aborigène, je viens d'Alice Springs en Australie. J'ai reçu la permission des anciens pour dénoncer les mines d'uranium et le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Muckaty. L'Australie a envoyé des barres de combustibles pour être retraitées à La Hague, leur retour est prévu d'ici à 2015.

Depuis que je suis en France, je suis stupéfaite par ce que j'apprends et marcher dans ce pays va être des plus poignant en songeant aux 58 réacteurs en activité. En France comme ailleurs, les responsables politiques nous disent que tout est sécurisé. C'est inacceptable d'entendre cela.

Tu as rencontré les habitants de la Maison de la Résistance à Bure, quelles sont tes impressions ?

Comme nous, ils sont confrontés à un projet d'enfouissement. L'industrie et le gouvernement se comportent chez vous comme chez nous en achetant les communautés. Des millions sont investis localement pour des infrastructures qui devraient être un droit du citoyen et non liées à un développement économique. Ce sont souvent des zones isolées, le désert australien, une zone agricole vaste et peu peuplée, en France. Peu ont le choix économique de refuser.

Alors que l'Europe est connue pour être une société civilisée, pour porter des standards moraux, lorsque je vois comment ils traitent les gens cela me donne envie de pleurer. Vous n'avez pas de mines mais vous utilisez de l'uranium pour lequel Areva ne paie aucune compensation aux travailleurs contaminés ni pour la destruction de l'environnement. Le matériel irradié est utilisé pour construire des routes, des maisons, des parkings... On ne lègue pas cela à ses enfants, à son peuple, à ses petits-enfants qui devront nettoyer.

Areva est-elle présente en Australie ?

Depuis 2009 et l'abrogation d'une loi limitant à trois le nombre de mines en exploitation, Areva a obtenu 120 licences d'exploration. Cela m'effraie quant aux impacts sanitaires et environnementaux. L'industrie a déjà une sale histoire en France, aucun de ses comportements n'a changé malgré de nombreuses lois. En Australie le gouvernement est des plus sympathique avec l'industrie minière en lui fournissant de l'eau à volonté (plus de 40 millions de litres d'eau par jour à Olympic Dam !), de l'essence détaxée, des infrastructures routières et ce sans bénéficier d'aucun retour sur les profits de la compagnie.

As-tu un message aux Français ?

J'encourage les Français à rester attentifs quant au retour des déchets australiens afin qu'ils ne soient pas enterrés sur les terres aborigènes. Que les droits de mon peuple soient respectés selon les conventions internationales. Nous ne voulons pas les recevoir si c'est pour les enfouir.

Un message à ta communauté ?

J'appelle à ne jamais croire ni le gouvernement ni l'industrie minière ou nucléaire. Informez-vous sur ces compagnies et sur ce qu'elles sont capables de mettre en œuvre pour obtenir ce qu'elles veulent. Le minage de l'uranium est une activité très dangereuse. Nous ne sommes pas moralement responsables de la fourniture d'énergie pour des pays qui ne font pas attention à leur exigeante consommation. Nous devons arrêter l'exploitation en Australie comme ailleurs. Il nous faut en urgence utiliser les autres sources d'approvisionnement énergétique disponibles.

Ci-contre : Mitch Aranda (à gauche) est venue en France témoigner tout au long de la Marche du sort des Aborigènes d'Australie, en lutte contre l'exploitation minière de l'uranium.



© Réseau "Sortir du nucléaire" - Jocelyn Peyret

Pour conclure ?

Je suis ravie d'avoir découvert la France et rencontré une si large variété de personnes et de groupes antinucléaires très bien organisés. Malgré l'omniprésence policière, ils ne sont pas effrayés et manifestent, donnent leur avis. Le fait qu'une opposition au nucléaire existe depuis 40 à 50 ans me donne la force de continuer à lutter localement comme au niveau international. Il nous faut dénoncer ici ce qui se passe en Australie et là-bas ce qui se passe en France. Raconter la réalité.

L'uranium n'est pas raciste. Il se moque de savoir si vous êtes riche ou pauvre. Où vous vivez. À la fin, il l'emportera.

Interview d'Aranda Mitch par Bilbo Taylor
Traduction par Jocelyn Peyret

Quand le "débat public" sur Cigéo tourne au fiasco

Le 15 mai dernier, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) lançait le "débat public" sur le projet Cigéo. Imposé par la loi, celui-ci est uniquement destiné à informer la population des avancées du projet d'enfouissement des déchets les plus radioactifs à 500 m sous terre mené par l'Andra². Dès la première réunion à Bure, la population et les militant-e-s s'opposent fermement à la tenue de cette mascarade. Les manipulations de l'État et de l'Andra ont assez duré et l'heure n'est plus aux compromis !



DR

Enfouissement des déchets radioactifs à Bure Pourquoi certains refusent de participer au débat public ?

Un point de vue à débattre...

Depuis plus de 50 ans la France produit des déchets radioactifs. On ne sait pas quoi faire de ces déchets mais on continue d'en produire. Quand ça pète à Tchernobyl ou Fukushima, personne ne sait éteindre ce feu nucléaire qu'on voudrait cacher sous terre, ici, à 500 mètres de profondeur à Bure (Meuse - Haute-Marne).

On en a après l'Andra et le projet Cigéo. La CNDP³ subit notre colère car c'est elle qui a été envoyée au front pour gérer ça. Mais elle ne représente qu'un rouage de cette énorme machinerie. Ce n'est qu'un outil de plus au service du nucléaire. Bloquer ce débat n'est pas comme certains le disent anti-démocratique, puisque notre volonté première est de stopper un processus qui lui est complètement anti-démocratique - et ce depuis le départ. La population n'a jamais été consultée sur le choix du nucléaire en France. Jamais. La population n'a jamais été consultée non plus sur le projet d'enfouissement des déchets nucléaires les plus dangereux à Bure. Jamais.

Et aujourd'hui, alors que ce projet est sur les rails et que quasiment tout est décidé, on nous demande de participer à un "débat" sur la manière d'enfouir ces déchets. On se moque de nous !

Pourtant, quoi de plus normal que de se dire : "Tiens ? Un débat public ? Super, on va enfin pouvoir développer nos arguments (ou contre-arguments) !" Nous pourrions trouver tout à fait légitime d'être en faveur d'un vrai débat public. Mais l'expérience montre qu'il n'y a jamais eu de réels débats sur le nucléaire.

Pour ceux qui s'en souviennent, le débat de 2005 sur la gestion des déchets nucléaires en est une excellente preuve. L'option de l'enfouissement y avait été majoritairement rejetée par les participants... et aujourd'hui le même public est invité à participer à un nouveau débat portant sur les modalités de cet enfouissement rejeté il y a huit ans. Depuis 20 ans le débat s'exprime déjà dans bien des lieux : des chapiteaux, des troquets, des salles des fêtes, des champs de cailloux... Depuis le début, de nombreuses personnes portent un débat permanent contre vents et marées, face aux millions d'euros de frais de communication de l'Andra, face à ses expos "ludiques" sur la radioactivité, son journal mensuel sur beau papier glacé, ses intervenants spécialement formés pour bourrer le crâne de nos enfants dans les collèges et les lycées du coin, etc.

Nous avons des arguments techniques et scientifiques contre l'enfouissement, et nous soutenons toutes

Notes :

1 : Centre industriel de stockage géologique, terme attribué au projet de stockage des déchets radioactifs en profondeur par le lobby nucléaire, qui a réussi le tour de passe-passe de faire disparaître le terme nucléaire de son projet.

2 : Agence nationale de gestion des déchets radioactifs

Notes :

3 : Commission Nationale du Débat Public qui nomme pour chaque "débat public" une Commission Particulière du Débat Public (CPDP)



les personnes qui ont pris de leur temps pour éplucher les dossiers de l'agence, débusquer ses manœuvres, et nous traduire à tous, néophytes que nous sommes, paysans, retraités, agrégés, circassiens ou ouvriers, ce qu'ils avaient découvert. Leur travail a nourri notre colère, nous a donné confiance en nos capacités à comprendre et à répondre "non" lorsque les arrogants experts de l'Agence nous expliquaient que nous ne pouvions pas comprendre les données scientifiques et qu'il fallait faire confiance aux "sachants". Cette colère, c'est elle qui s'exprime lors des blocages des réunions du débat. Elle n'a rien d'illégitime.



Il y a dans les rangs des bloqueurs des gens de tous horizons et aussi des élus, des scientifiques, des juristes, des responsables de partis électoralistes. Ils savent que la démocratie s'éclipse face au nucléaire. Et que même les bonnes intentions qui ont donné naissance à la convention d'Aarhus⁴ n'ont pas suffi à éviter que les débats publics ne deviennent un moyen de propagande de plus à disposition des nucléocrates.

Nous sommes tous frustrés de ne pas pouvoir développer nos arguments ailleurs que sous des chapiteaux. Mais nous savons par expérience que ce débat ne sert qu'à canaliser le mécontentement, faire croire que les décisions ne sont pas déjà prises, faire passer les opposants qui "refusent de

jouer le jeu" pour de dangereux intégristes, des ennemis de la démocratie.

Pour nous, un réel débat se déroule avant toute prise de décision. Cette première condition n'est pas appliquée ici puisque Cigéo/Bure est passé en phase pré-industrielle l'an dernier, en 2012. Tous (Andra, CNDP...) s'entendent pour dire que ce débat n'est que "consultatif".

Alors oui, il faudra bien faire quelque chose de ces déchets, c'est bien pour ça qu'il ne faut surtout pas les enfouir. Nous ne voulons pas d'une énième zone contaminée, d'une énième zone militarisée, sous prétexte de protéger les générations futures, alors qu'il ne s'agit que de servir les intérêts du nucléaire. Si assurer un avenir sain pour les générations futures était une préoccupation de notre gouvernement, on arrêterait le nucléaire de suite.

Continuer à produire des tonnes de déchets atomiques ingérables est un non-sens, nous le savons. Nous voulons une sortie en urgence du nucléaire. C'est LA condition pour qu'une décision réfléchie et démocratique pour gérer au moins pire ces poisons soit prise sans être dirigée par la volonté absurde de continuer le programme nucléaire.

En attendant, en tout état de cause, tous les projets de stockage doivent être stoppés. L'urgence aujourd'hui, c'est comment arrêter le nucléaire et pas comment enterrer ses déchets.

Nous sommes conscients de la complexité du problème et des menaces que les déchets radioactifs font peser sur l'avenir. Cette réflexion devra prendre le temps nécessaire pour formuler des propositions objectives, mesurées et acceptables démocratiquement. En attendant, il faut laisser ces déchets là où ils sont depuis le début, sous nos yeux, pour pouvoir les surveiller et intervenir en cas de problème.

Texte collectif, rédigé par les membres de la Coordination Bure STOP, à l'origine de l'appel à boycott du débat public sur le projet CIGEO

Notes :

⁴ : Convention internationale qui fixe l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en matière d'environnement.

Notes :

⁵ : Burestop 55, Bure Zone Libre, EODRA, Les Habitants vigilants, Meuse Nature Environnement, Fédération Mirabel Lorraine

Mobilise-toi en Meuse, si tu veux pas qu'ça creuse !

Ils l'ont fait et la lutte ne fait que (re)commencer...

Cigéo/Bure, ton débat prend l'eau !

Fin 2012, six associations meusiennes⁵ décident de boycotter de façon "active" ce faux débat public sur l'enfouissement. Une quarantaine d'organisations rallient leur appel à soutien.

La première réunion publique à Bure, le 23 mai, rassemble plus de 200 personnes qui manifestent devant et dans la salle. La CNDP stoppe celle-ci au bout de 20 minutes, au vu de la détermination des opposants. Les réunions suivantes prévues à Saint-Dizier et Joinville sont annulées dans la foulée face à l'ampleur de la mobilisation...



Pour celle de Bar-le-Duc le 13 juin, 400 personnes sont présentes et empêchent la tenue du "débat", juste de façon bruyante. Suite à ce nouvel échec, celle de Nancy, le 20 juin, est annulée mais un rassemblement citoyen est malgré tout maintenu devant le Palais des congrès. Les neuf autres réunions suivantes sont annulées. Résultat, fin juillet, aucun débat public n'a pu se tenir, un beau pavé dans la mare des pro-enfouisseurs à Bure ! La CNDP, désorientée, tente de réunir tous les acteurs potentiels. Tous y vont, sauf... les principaux concernés, les opposants qui déclinent l'invitation.



© Réseau "Sortir du nucléaire"

La CNDP ne sait plus que faire... pour sauver son débat

M. Bernet, le président de la Commission et ses amis sont obligés de trouver autre chose. Finies les grandes réunions publiques annoncées clairement à l'avance, bonjour le nouveau concept des réunions publiques "secrètes" ! Mais c'est compliqué de garder le secret... Ces réunions discrètes, dont plusieurs dizaines sont prévues d'ici fin 2013, doivent avoir lieu près de Bure et la population de la zone concernée sera avertie directement sans passer par les médias ou internet. La première s'est tenue le 8 juillet à Rachecourt (52), annoncée à la dernière

minute, si bien qu'il n'y avait que des opposants et aucun participant ! Le 18 juillet, à Bonnet (55), nouvelle tentative avortée, plus agitée car certains habitants souhaitaient réellement rentrer dans la salle, malgré le blocage organisé aux portes. La première réunion annoncée tout début septembre à Beaugency (45) est annulée et point de nouvelles des suivantes !

Pour tenter de sauver son débat, la CNDP organise à présent une dizaine de "débat contradictoires interactifs" sur Internet. Et enfin une "conférence de citoyens" sera mise en œuvre. "Cette formule de démocratie participative consiste à former au sujet traité un panel de citoyens représentatifs de la diversité des populations des deux départements et de les inviter à formuler un avis éclairé sur le projet."

Bizarre, aucun d'entre nous n'a été sélectionné pour faire partie de ce panel de citoyens... En attendant, le débat est prolongé jusqu'au 15 décembre 2013. Et le boycott actif, virtuel ou réel, continue. En ce qui concerne le site internet du Débat Public, attention, y écrire, même notre refus du débat, sera comptabilisé comme participation à celui-ci.

Après la trêve estivale, la lutte continue !

Après la pause du mois d'août, la mobilisation et la vigilance restent inchangées. Qu'on se le dise encore : ce faux débat, nous n'en voulons pas. Et le quasi blocage de celui-ci, dès son ouverture, est un message fort, directement envoyé à l'État et aux parlementaires qui, en 2015, seront invités à donner le feu vert, ou pas, à un enfouissement nucléaire controversé depuis plus de 20 ans, jamais débattu démocratiquement.

En attendant LE vrai débat sur le sujet, qui englobe toute la problématique du nucléaire, à Bure l'opposition continue et la Maison de la Résistance à la poubelle nucléaire est ouverte à toutes et tous. Il y a des parallèles à faire dans toutes les luttes !

Ci-contre : Les opposant-e-s entourent la salle où se tient le "débat".



© Réseau "Sortir du nucléaire"

Derrière la salle, les militant-e-s font du bruit, rendant inaudible la prise de parole du président de la CNDP dans la salle.

Coordination Bure STOP

Le débat public en quelques dates

Paris, 26 avril 2013 : Comble du cynisme, la CPDP (Commission Particulière du Débat Public) et l'Andra organisent la conférence de presse du lancement du débat, le jour de la commémoration de la catastrophe de Tchernobyl. Prévenus quelques heures auparavant, une poignée de militants est présente pour marquer son opposition.

Bure, 23 mai : 1^{ère} réunion publique du débat. Rassemblement et manifestation devant et dans la salle. La CNDP décide d'annuler la réunion au bout de 20 minutes au vu de la détermination des opposants.

Saint Dizier, 30 mai : Réunion annulée deux jours avant.

Joinville : Réunion annulée.

Bar-le-Duc, 13 juin : Même scénario qu'à Bure, avec encore plus de personnes rassemblées pour empêcher la tenue de la réunion. Le travail de contact et de mobilisation entrepris depuis des mois porte ses fruits.

Nancy, 20 juin : Réunion annulée trois jours avant. Un rassemblement a tout de même été maintenu devant le Palais des Congrès.

Les neuf autres réunions prévues sont annulées. La CPDP tente de sauver son débat. Elle le prolonge jusqu'au 15 décembre et organise des discussions par internet qui n'ont rien d'une concertation. Le débat Cigéo a pris l'eau !

Ensemble, des riverains **barrent** la route à l'uranium !

Cette rubrique est l'occasion de présenter une action, menée des militants du Réseau, qui présente un intérêt particulier par son originalité, sa "reproductibilité", son efficacité, etc. De quoi donner des idées aux militant-e-s partout en France ! Nous donnons, dans ce numéro, la parole aux collectifs "STOP-Uranium" et à SDN 26/07 membre de "STOP-Tricastin".

Ci-contre : Un camion chargé d'uranium à l'arrêt sur une aire d'autoroute de l'A9 sans aucune surveillance.

Mercredi 19 juin 2013, des blocages ont eu lieu simultanément devant deux usines de transformation de l'uranium : la Comurhex Malvési (11) et le site du Tricastin (26), sur lequel est située l'usine Comurhex Pierrelatte. Deux participants témoignent.

En juin dernier, vous avez participé à deux actions de blocage, pouvez-vous m'en dire plus ?

Didier et Dominique : Nous avons simultanément bloqué les usines de la Comurhex à Malvési près de Narbonne et le site du Tricastin à Pierrelatte. À Malvési, l'usine est restée bloquée 2h30, perturbant sérieusement le trafic ce jour-là. À Tricastin, le blocage d'une entrée a entraîné la fermeture complète du site et aucun camion ne pouvait entrer ou en sortir. Au final, nous avons réussi à stopper une journée complète le transport du minerai sur la vallée du Rhône et à faire cesser l'activité des deux usines pendant une après-midi.



© Réseau "Sortir du nucléaire"

Avignon et Valence) -, de démontrer que la sécurité de ces convois n'est pas fiable, d'alerter les élus locaux peu ou pas du tout informés de ces trafics et de coordonner des actions entre différents groupes antinucléaires locaux.

Didier : Pour moi, c'est d'abord l'information envers la population. À Narbonne, l'usine de la Comurhex n'apparaît pas forcément comme une usine potentiellement dangereuse contrairement à une centrale. Pourtant elle l'est. Porte d'entrée de tout l'uranium utilisé dans nos centrales et de 25 % de l'uranium mondial, la pollution y est considérable, par l'air et le sol. On ne compte plus les divers incidents et accidents qui s'y sont produits (rupture de digue, inondations...). Plusieurs salariés y ont été contaminés et certains en sont morts. Et comme partout dans le nucléaire, la transparence n'est pas de mise... Ensuite, nous voulions interpeller les élus, notamment les maires, sur les transports quotidiens. Sont-ils informés que près de 60 tonnes circulent en moyenne chaque jour entre Narbonne et Pierrelatte, empruntant les autoroutes A9 et A7 et traversant des agglomérations comme Montpellier, Nîmes, Orange... ? Existe-t-il un plan en cas d'accident et les élus savent-ils quoi faire et comment réagir en cas de problème ?



© STOP-Tricastin

Le collectif Stop Tricastin bloque une des entrées du site.



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

Le collectif Stop Uranium devant l'entrée principale de la Comurhex.

Quels étaient les objectifs de ces actions coordonnées ?

Dominique : Du nucléaire, l'opinion publique et les médias n'ont qu'une vision partielle fréquemment associée aux réacteurs en service ou en construction et au site de retraitement d'AREVA à La Hague (50). On oublie que l'industrie nucléaire génère de multiples transports ferrés et routiers, que ce soit le transport de combustible sous ses différentes formes (minerai, uranium enrichi, plutonium, MOX, etc.), le transport de déchets nucléaires et le transport quotidien par rail de combustibles usés et très hautement irradiés. Ainsi, même sans réacteur à proximité, de nombreuses régions françaises sont concernées par le risque nucléaire.

Il s'agissait, en premier lieu, de rendre visible un trafic routier quotidien — trois à cinq camions par jour d'uranium entre l'usine de Malvési près de Narbonne et le site nucléaire du Tricastin (entre



Entrée de la Comurhex Malvési rhabillée aux couleurs antinucléaires.

Contacts des collectifs mobilisés :

Dominique Malvaud,
SDN 26/07,
06 72 07 76 42
Didier Latorre,
Stop Uranium,
06 38 81 98 06

Pourquoi et comment vous est venue cette idée ? Comment avez-vous préparé cette action ?

Dominique : La multiplication des transports nucléaires de toute nature en vallée du Rhône, l'opacité qui règne autour de ces trafics et le refus des élus locaux de s'interroger sur cette situation nous ont naturellement conduits à envisager des interventions militantes de manière à la rendre visible pour mieux la dénoncer.

Bloquer des trains, des camions ou des sites industriels nucléaires, sans violence, en préservant la sécurité des militant-e-s quant au danger d'irradiation et en assumant les conséquences tant physiques (intervention policière) que juridiques impose à la fois une préparation technique et une réflexion sur l'action elle-même.

D'emblée, nous avons arrêté le principe d'actions militantes larges et publiques (pas de petits "commandos" clandestins). Ainsi, tant à Narbonne qu'à Valence et Avignon, ce ne sont pas des "spécialistes" ou des "activistes" qui ont participé mais des citoyens et citoyennes riverains de ces transports. Pour cela SDN 26/07 organise des formations de ses adhérent-e-s en lien parfois avec le mouvement des Désobéissants ou des militant-e-s de partis politiques. On y apprend les méthodes non-violentes d'action de blocage, de réaction aux interventions policières, et comment réagir en cas d'arrestation.

Didier : Nous avons affaire à un lobby puissant. Aux manifestations de rue ou chaînes humaines, longues à préparer, doivent s'ajouter des actions d'interpellation de l'opinion qui empruntent d'autres voies.

Les actions simultanées à Pierrelatte et Narbonne s'inscrivent dans le cadre de la désobéissance civile par des actions non-violentes. Ces actions permettent à travers un accès aux médias de faire entendre notre voix. Elles permettent aussi à des réseaux militants, défendant une autre vision du monde, de travailler ensemble. Contre le nucléaire, les OGM ou l'exploitation du gaz de schiste, nos luttes doivent converger pour dénoncer les lobbys industriels dont les intérêts financiers vont à l'encontre de la santé des populations. De nombreux militants de l'écologie politique s'orientent désormais vers ce type d'action et se forment, lors de stages, à la désobéissance civile. De tels stages ont déjà été organisés à Narbonne, Montpellier, Nîmes ou dans la Drôme.



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

D'après vous, localement, comment a été reçue votre action ? Quelles ont été les retombées ?

Dominique : Les télévisions et la presse écrite sont toujours friandes d'actions originales et sortant du cadre des manifs et pétitions, et cette action n'a pas fait exception, articles et interviews se sont multipliés. Le "siège" des sites de Malvesi et Tricastin a permis de mettre l'accent sur ces transports et leurs itinéraires passant par de nombreuses grandes villes du Sud-Est.

En Drôme, le préfet a accepté le principe d'une rencontre avec SDN 26/07 alors qu'il le refusait jusqu'à maintenant. Toutefois, l'élément le plus intéressant de cette action, c'est qu'elle faisait suite à une occupation de la mairie de Montélimar et qu'à chaque fois de nombreux et nombreuses militant-e-s ont participé, démontrant ainsi notre implantation dans la population riveraine des installations nucléaires du Tricastin.

Didier : Les comptes rendus dans les médias sont assez positifs relevant l'aspect non-violent mais déterminé de ces actions ainsi que leur très bonne préparation. Par exemple, on pouvait lire dans La Dépêche de l'Aude : "Tous les services de renseignements du département ont semble-t-il été pris de cours".

Par ailleurs le renforcement des liens entre les réseaux militants, que j'évoquais plus haut, est pour moi fondamental. Face à la compromission, ou à la démission des politiques en place, il faut chercher à faire bouger les choses ailleurs et pour ça, l'union fait la force !

Et si vous deviez recommencer, vous me diriez...

Dominique : Les trafics routiers et ferrés d'uranium et de déchets nucléaires sont quotidiens dans le Sud-Est, d'autres actions sont donc envisagées en coordination avec les nombreux groupes locaux membres de STOP Tricastin.

Didier : Re commençons !

À très bientôt alors !

**Interview de Dominique Malvaud et Didier Latorre
Propos recueillis par Laura Hameaux**

Les forces de l'ordre tentent d'évacuer, non sans mal, les militants soudés devant le site.

Ils ont recommencé !

Le 12 septembre, STOP-uranium a effectivement remis le couvert en bloquant un camion d'uranium à Narbonne. Ce convoi fait partie des 3 à 5 camions qui quittent chaque jour l'usine Areva-Comurhex de Malvesi dans l'Aude, pour rejoindre celle de Pierrelatte, dans la Drôme. Photos et vidéos sur notre site www.sortirdunucleaire.org



© Martin Leers - <http://martinleers.com>

Des habitants du sud de la France, le bras attaché dans des tubes lestés de béton.

Organisez une formation à la désobéissance civile !

Le Réseau "Sortir du nucléaire" propose à ses groupes membres l'organisation de formations à l'action non-violente avec Les Désobéissants. Vous faites partie d'un collectif et souhaitez organiser une formation, contactez Laura : laura.hameaux@sortirdunucleaire.fr

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts passés ou à venir, en complément des actions mises en lumière dans les autres pages de cette revue.

Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mail à Mélisande Seyzériat, notre nouvelle coordinatrice nationale des groupes et actions.

Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr

Asako House : nos cartes postales empêchent la construction d'une centrale !

Le principe de l'action "Asako House" est de mettre des bâtons dans les roues de la construction d'une centrale au Japon, en envoyant simplement une lettre à une maison de famille inoccupée. Les deux femmes propriétaires ne se laissent pas corrompre et résistent face au constructeur qui veut faire fermer leur route d'accès en démontrant qu'elle n'est plus empruntée. Si le facteur continue de passer tous les jours, cette démonstration tombe à l'eau !

Atsuko, la fille d'Asako Ogasawara, poursuit le combat de sa mère et refuse de vendre sa parcelle à l'opérateur nucléaire Dengen Kaihatsu.



La parcelle où se trouve la maison d'Asako se situe en plein milieu d'une large zone achetée par la compagnie nucléaire Dengen Kaihatsu, à seulement 250 mètres du réacteur de la centrale. Elle est une épine dans le pied de l'industrie qui souhaite développer son activité. Les travaux de la centrale nucléaire arrêtés au 11 mars 2011 ont repris l'an passé avec la permission du Gouvernement.

La maison, une cabane en bois, n'a pas l'eau courante et n'est pas reliée au réseau d'électricité. Il y a une production d'énergie éolienne et des panneaux solaires. Le projet "Asako House" est de devenir un lieu pédagogique de découverte d'un vie sans électricité, où il serait possible d'apprécier l'autosuffisance en s'occupant du potager et des animaux.

Un tableau-agenda a été mis en place pour qu'un courrier soit posté tous les jours par des sympathisant-e-s du monde entier. À vos plumes pour soutenir cette autre maison de la résistance :

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/Envoyez-une-lettre-a-Asako-House>

Bonnet : le Petit festival contre la grosse poubelle

La troisième édition du Petit Festival (30 août – 1^{er} septembre) fut ponctuée de nombreuses rencontres et d'échanges quant à la lutte antinucléaire. Des ateliers, des spectacles, du cirque, des conférences, des expositions, etc. ponctuèrent ce week-end d'espaces et de temps d'échanges spontanés autour d'une crêpe, d'une bière artisanale ou d'un repas végétalien. Quand nous ne nous retrouvions pas à danser et chanter sur les airs militant des Stop Bure Brothers et des Bure Haleurs, du DJ Novo Keïn ou encore sur les rythmes punk-rock de Pat Kebra.

Il ne fut heureusement pas uniquement question de festivités lors de ces trois jours de festival. Des personnes venues de différents lieux en lutte avaient fait le déplacement pour un partage des expériences et une Assemblée Générale quant aux suites à donner à la lutte. Après le boycott actif des réunions de la CNDP et l'annulation des réunions physiques, quelles sont les prochaines échéances et comment développer l'importante mobilisation de ces derniers mois concernant Bure ? La question primordiale étant d'impliquer les locaux dans les actions à mener.



La main tendue des Grünen allemands aux Verts alsaciens

Symbole d'un combat à mener au-delà des frontières, Ludwig Kornmeier, candidat des Verts allemands "Die Grünen" aux élections législatives du 22 septembre prochain, dans la circonscription d'Offenburg-Kehl, juste en face Strasbourg, avait donné rendez-vous aux écologistes alsaciens et aux associations anti-nucléaires sur la passerelle des Deux Rives, qui fait la jonction entre nos deux pays. Le thème de cette rencontre était d'évoquer l'arrêt du nucléaire et la transition énergétique. C'est la députée verte au Bundestag, Silvia Kotting-Uhl, porte-parole des Verts, de la politique nucléaire en Allemagne, qui est intervenue sur la transition énergétique chez nos amis d'outre-Rhin. Jacques Muller, ancien parlementaire Vert français, a souligné l'importance pour nos deux pays "d'être solidaires dans ce combat, pour être efficace à l'échelle européenne". Il a appelé les écologistes allemands à "faire pression" aux côtés des Français pour que la fermeture de la centrale de Fessenheim soit le premier pas vers l'arrêt du nucléaire en France. Ce premier pas devrait engager des relations plus intenses entre les élus politiques verts et les associations écologistes, œuvrant des deux côtés du Rhin.

Die-in au Festival d'Avignon

En plein Festival d'Avignon, alors que la fête bat son plein dans une atmosphère d'insouciance, des citoyen-ne-s braquent les projecteurs sur la réalité du crime nucléaire. La mort invisible de la radioactivité rôde. L'odeur de putréfaction atomique plane sur la ville. Des femmes, des hommes, des enfants tombent au sol. La grande faucheuse accomplit son œuvre terrifiante...



Le 15 juillet à midi le collectif Stop-Tricastin était présent sur la place du Palais des Papes à Avignon lors d'un "die-in" (agonie simulée) de dénonciation publique du crime nucléaire et pour exiger l'arrêt immédiat du nucléaire, sans condition et définitivement.

Vauclusiens, provençaux, festivaliers se retrouvent pour stigmatiser les tenants du nucléaire, cette technologie dépassée, dangereuse, anti-démocratique et polluante.

Dans l'après-midi et jusqu'à la nuit tombée, les militants du CAN84 ont poursuivi leurs actions d'information de la population autour d'un stand

dressé sur la place de l'horloge. Beaucoup de jeunes adultes et d'adolescents engagent la discussion, cherchent à mieux cerner la sinistre réalité du nucléaire. Des Français, des Belges, des Italiens, des Africains, des Chinois,... Au micro, une voix féminine s'élève : "De nombreux Japonais viennent nous dire que, s'ils avaient su, ils auraient agi avant la catastrophe. Ici, nous savons, alors agissons ensemble pour arrêter le bras du crime."

www.coordination-antinucleaire-sudest.org

Actions contre la Société Générale

Du 24 au 30 juin, les Amis de la Terre, Attac et le Réseau "Sortir du nucléaire" se sont mobilisés en France et en Europe pour dénoncer la participation de la Société générale au projet nucléaire de Kaliningrad. Des actions - tractage et interpellation devant plusieurs agences, placardage des vitrines, émission de radio, etc. - ont été organisées dans 11 villes françaises, 4 villes russes et 1 ville polonaise.

La Société générale a réaffirmé qu'elle prendrait sa décision finale de financer ou non - et si oui selon quelles conditions - l'export de turbines Alstom sur la base des résultats d'une étude d'un cabinet de consultants mandatée par l'ensemble des créanciers. L'absence d'informations précises sur l'identité de ce cabinet et l'annonce dès à présent de la non-diffusion de cette étude confirme l'opacité totale de ce dossier... à suivre de près !



Informations :
www.amisdelaterre.org/Mobilisation-pour-le-retrait-de-la,1116.html
 Photos :
www.flickr.com/photos/amisdelaterre-france/sets/72157634314268499/

On se défoule à Chinon !

Des membres du groupe local Sortir du nucléaire Touraine ont participé à un concours organisé par le service communication de la centrale de Chinon. Il s'agissait d'envoyer une photo sur le thème de la Loire et son patrimoine... Un peu énervés par ce concours, nous avons décidé d'en détourner l'esprit, en envoyant des photos, qui, si elles ne seront pas sélectionnées (et pour cause !), auront au moins eu le mérite de nous soulager... et peut-être d'énervé les communicants ?

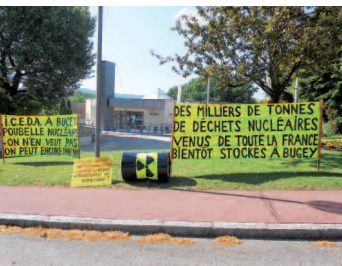


Des commémorations pour l'abolition de l'arme nucléaire

Alors que du 6 au 9 août un jeûne se tenait à Paris, le Collectif Antinucléaire du Vaucluse commémorait le 6 août les sinistres bombardements atomiques américains en invitant la population à se recueillir devant le monument aux morts de l'Hôtel de Ville d'Avignon, pour rendre hommage aux centaines de milliers de victimes innocentes de la folie nucléaire civile et militaire.

Le samedi 10 août, comme chaque année, le Mouvement de la Paix des Comités de Brest et Morlaix a organisé quant à lui, dans la presqu'île de Crozon, une randonnée jusqu'au mont Ménez-Hom avec à 12h un dépôt de fleurs au sommet.

Non à ICEDA



© Stop Bugey

Comme prévu, SDN Bugey organisait une action symbolique à l'occasion du dépôt du document de l'association contre la reprise du chantier de l'ICEDA le mercredi matin 26 juin.

Nous avons donc rencontré les commissaires enquêteurs (accueil courtois et échanges polis) devant un film très pédagogique en boucle sur le fonctionnement parfait de cette future installation miracle. Il semblerait également que nous en soyons à une cinquantaine de personnes qui se soient manifestées contre la reprise du chantier.

Petite anecdote aussi amusante que triste et effrayante : les deux commissaires n'étaient absolument pas au courant de l'incendie intervenu à la centrale le lundi... no comment.

Jean-Pierre Collet



DR

Tour de Fessenheim

Pour la seconde année consécutive, du 29 au 30 juin une cinquantaine de cyclistes français et allemands a participé à une action de "pédagogie positive" au départ de Mulhouse. Du théâtre, des apéritifs sans alcool, de la musique, de l'information, etc. constituèrent le programme de ce Tour de Fessenheim qui se termina dans une ferme bio à Feldkirch pour une fête paysanne. Loin de l'ambiance conflictuelle avec les pro-nucléaires de la région qui se battent contre la fermeture de la centrale.

Le tour de Fessenheim, une action de "pédagogie positive" en deux-roues.

Panique dans le cortège !

Afin de se rendre compte ce que représente une évacuation, les associations antinucléaires d'Alsace et du Bade-Wurtemberg (Allemagne) ont organisé une simulation grandeur nature d'une évacuation de la population suite à une hypothétique catastrophe dans la centrale nucléaire de Fessenheim.

Le 14 juillet en migrant sur Heitersheim (Allemagne) les évacués ne connurent que panique, bouchons, décontamination, etc. Le cortège a mis près de trois heures pour parcourir neuf kilomètres. Heureusement le nuage radioactif de Fessenheim les a attendus à la frontière où il a l'habitude de s'arrêter !

Une fausse évacuation provoque déjà un sacré embouteillage... alors imaginez une vraie !



En cas de catastrophe nucléaire à la centrale de Fessenheim, il n'y aura pas de protection efficace et ce n'est pas le PPI (Plan Particulier d'Intervention) élaboré par la Préfecture qui protégera efficacement

les populations qui seraient fortement exposées à la radioactivité. Que peuvent faire la police, la Croix Rouge, le génie civil, les pompiers et autres services de secours ? La fuite est impossible. Les routes en Forêt Noire sont barrées ainsi que les ponts vers la France, l'autoroute est saturée, les chemins de fer ne roulent plus. C'est le chaos.

La seule protection efficace de la population, c'est l'arrêt immédiat et définitif des deux réacteurs de la plus vieille centrale de France. Pourtant, ignorant les catastrophes de Tchernobyl et Fukushima, la centrale nucléaire de Fessenheim reste en activité. Rien ne démontre que la promesse de fermeture pour 2016 du gouvernement français sera tenue, bien au contraire, EDF engage même des travaux qui ne se justifient que si l'activité se poursuit au-delà de 2016.

Camp international contre les armes nucléaires

Un camp international d'actions non-violentes contre les armes nucléaires s'est tenu du 27 août au 7 septembre à Burghfield-Aldermaston en Grande-Bretagne. Des militants venus de toute l'Europe ont répondu à l'appel des organisations abolitionnistes britanniques fédérées dans le collectif Atomic Weapons Eradication. Le 2 septembre, le blocus de l'usine d'armes nucléaires d'Aldermaston (l'équivalent du CEA de Valduc) a été un point fort de ce camp. Vingt et un militants ont été arrêtés.

Suivre le camp & les actions: <http://actionawe.org/>
Des militants français étaient sur les lieux dont Dominique Lalanne du collectif Armes Nucléaires Stop sur le site de actionawe & sur YouTube: : <http://www.youtube.com/watch?v=wfbbsQxv-sA>
À quand un camp similaire à Valduc ?
www.bbc.co.uk/news/uk-england-berkshire-23926973

Les enfants de Tchernobyl et Fukushima

Cet été de nombreuses familles ont accueilli des enfants contaminés venant des zones radioactives de Tchernobyl et Fukushima. Ainsi l'association Les Enfants de Tchernobyl a organisé en juillet et août 2013 l'accueil, dans six départements de l'est de la France (67, 68, 90, 25, 70, 88), des séjours de trois semaines d'enfants ukrainiens et russes.

En août c'est dans le Vaucluse que cinq enfants victimes de la catastrophe de Fukushima ont passé plusieurs jours de répit et des soirées d'échanges. Pour ces enfants, un séjour en France est synonyme de vacances loin des radionucléides, permettant à leur organisme d'en évacuer une partie. L'année prochaine les deux structures renouvelleront l'opération. N'hésitez pas à les soutenir.

www.lesenfantsdetchernobyl.fr/
www.save-children-from-radiation.org/

L'Impossible Procès, le message antinucléaire **sur scène**

La pièce de théâtre L'Impossible Procès a été présentée la première fois au public à Clermont Ferrand aux journées d'étude du Réseau "Sortir du nucléaire" en novembre 2012. C'est la suite d'une solidarité militante entre le Réseau et la compagnie Brut de Béton qui avaient produit et animé Tchernobyl Now (une pièce tirée de La Supplication, de Svetlana Alexievitch, poignant recueil de témoignages de victimes de Tchernobyl).

L'Impossible Procès, un procès rendu possible par la collaboration, dès l'été 2012, de la compagnie Brut de Béton Production, de salariés et d'administrateurs du Réseau "Sortir du nucléaire" mais aussi de juristes, d'aviateurs et de techniciens du nucléaire. Une pièce de théâtre didactique, parodique, militante qui interpelle sous la plume experte de Jean-Louis Debard.



© Jean-Pierre Minne

Une tournée théâtrale a été rendue possible en 2013 par le courage et la ténacité de citoyens qui ont réussi à réserver une salle de spectacle, une salle municipale, un espace public et à communiquer sur l'évènement pour mobiliser le public. Il a été parfois difficile de remplir les salles, ceci avec des conséquences financières pour Brut de Béton Production.

Mais chaque fois un public enthousiaste de militants mais aussi d'anonymes ou d'indifférents à l'extrême urgence de sortir du nucléaire, tous relayant le succès de la pièce avec des critiques élogieuses des professionnels de théâtre. Partout un accueil chaleureux, un hébergement combien hospitalier, et des repas conviviaux. Militer, c'est accepter l'autre avec ses différences, c'est aussi prendre soin de son quotidien et l'accueillir. Les comédiens vous en remercient.

La tournée a été accompagnée d'une exposition d'affiches relatant les actions juridiques du Réseau "Sortir du nucléaire". Après chaque spectacle, des débats ont mis en scène, à la barre, des témoins relatant les actions, les difficultés et les grands moments des luttes locales. On y a découvert ou redécouvert les enjeux du nucléaire, avec les intérêts économiques de monopole d'État et leurs relais politiques locaux ou nationaux. Nos amis japonais ont décrit le caractère mythique presque sacré du pouvoir nucléocrate, gestionnaire machiste d'une

société criminelle : "le nucléaire est une source d'énergie qui prévoit le sacrifice des plus faibles...", repris en écho dans le témoignage de nos amis australiens pleurant d'avoir fourni l'uranium de Fukushima. Et partout les témoignages d'une France défigurée et polluée irréversiblement, témoignages de militants parfois découragés mais que cette représentation festive a rassemblés. On a retrouvé avec plaisir des groupes qui s'étaient éloignés du Réseau, heureux de coopérer et d'aider au succès de la diffusion de la pièce.

Et puis Avignon, le festival off avec un grand die-in devant le Palais des Papes (action pacifique où les personnes s'allongent par terre toutes ensemble sur la voie publique en signe de protestation), les antinucléaires s'invitant sur la grande scène de la rue et celle du théâtre municipal de Montfavet. Un succès médiatique incontestable avec l'aide de Créavignon et d'A.V.E.N.I.R. Par contre, l'éloignement de la salle n'a pas ramené la foule aux représentations.

Fin septembre, nous avons joué la 40^{ème} à Pau. Nous aurons rencontré des centaines de gens, et recueilli plus de 60 témoignages enregistrés au cours des débats empreints de passion et d'émotion. Sans oublier les autres, citons le témoignage du maire de Bonnet (village opposé à l'enfouissement des déchets radioactifs), ou celui des responsables d'IndependentWHO (en lutte pour l'indépendance de l'Organisation Mondiale de la Santé liée à un accord avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique) à Vevey (Suisse), ou celui des femmes japonaises au Café de la Gare à Paris ou encore celui de Bob et des Aborigènes australiens au festival d'Avignon.



DR

Jean-Pierre Minne, qui lutte depuis des années contre la pollution des mines d'uranium françaises, témoigne à la barre de L'Impossible Procès...

Le texte de L'Impossible Procès a été édité par ABC éditions grâce à la générosité d'adhérents du Réseau. Les témoignages seront également publiés.

L'Impossible Procès, une pièce militante, un outil pédagogique, une occasion de rassembler les acteurs de la lutte antinucléaire et d'offrir la possibilité d'une vraie prise de conscience à des citoyens indifférents avant qu'il ne soit trop tard.

Jean-Pierre Minne

Si vous souhaitez organiser une représentation, contactez la Compagnie Brut de Béton :
cokoller@bluwinn.ch
06 08 23 60 20

La sortie du nucléaire marque des points !

Fermetures de centrales en cascade aux États-Unis

De vieilles centrales qui ferment, des projets abandonnés... le nucléaire se porte bien mal aux États-Unis. Au point qu'EDF a d'ailleurs décidé de ne plus y investir dans l'atome pour se concentrer sur les renouvelables !

La firme Entergy, qui gère la centrale de Vermont Yankee, vient d'annoncer que celle-ci va fermer définitivement au dernier trimestre 2014. L'unique réacteur de cette vieille centrale implantée dans le Sud de l'État du Vermont était construit sur le même modèle que ceux de Fukushima. Démarrée en 1972, elle avait reçu en 2011 une autorisation pour poursuivre son fonctionnement jusqu'à 60 ans, mais Entergy a finalement décidé d'arrêter les frais : la poursuite de l'exploitation "n'était plus financièrement viable".



Ils voulaient que Vermont Yankee
soit fermé comme prévu...
c'est gagné !

Des fermetures qui se succèdent

Il s'agit déjà de la cinquième annonce de fermeture de réacteur aux États-Unis cette année. D'autres pourraient suivre, en raison de la mauvaise santé globale de l'industrie nucléaire outre-Atlantique.

En février, l'arrêt permanent de la vieille centrale de Crystal River (Floride) a été prononcé. À l'arrêt depuis 2009 suite à la découverte de fissures, elle n'avait jamais pu être réparée correctement. En mai, la centrale de Kewaunee, dans le Wisconsin, a été arrêtée définitivement et se prépare au démantèlement. En juin, cela a été le tour des deux réacteurs de l'énorme centrale de San Onofre, en Californie. Déjà mis à l'arrêt en 2012 suite à des fuites radioactives et à la découverte d'importantes

fissures sur les tubes des générateurs de vapeur, ceux-ci cumulaient les problèmes de sûreté et les scandales (une fuite y aurait notamment été réparée "provisoirement" avec... du scotch et des sacs en plastique !).

Des projets qui ne verront pas le jour

De nombreux projets ont également été abandonnés. Au printemps, le projet d'EDF de construire deux EPR à Calvert Cliff a été retoqué pour raisons administratives, tandis que Toshiba se voyait également refuser la construction de deux réacteurs. La compagnie Duke Energy, quant à elle, a abandonné deux projets de réacteurs en Caroline du Nord en mai, puis deux autres en Floride en août. En mai, deux autres projets de réacteurs étaient abandonnés en Caroline du Nord. En juin, le gouvernement d'Obama a également renoncé à financer la fin des travaux d'une usine destinée à produire du combustible nucléaire à base de plutonium, en Caroline du Sud.

Le nucléaire en chute libre

Le prix de l'électricité nucléaire a beaucoup perdu en compétitivité. Le gaz naturel tire le marché de l'électricité vers le bas (du fait, malheureusement, du développement des gaz de schiste) ; par ailleurs, les travaux nécessaires pour la prolongation des réacteurs et la mise en œuvre de nouvelles normes de sûreté suite à l'accident de Fukushima atteignent des coûts prohibitifs pour les compagnies privées, si bien qu'elles préfèrent tout simplement fermer les vieilles centrales.

Autre nouvelle passée inaperçue : devant cette hécatombe, EDF a tout simplement décidé fin juillet de mettre fin à ses activités nucléaires aux USA pour se concentrer sur les énergies renouvelables. Une résolution qu'il serait bon d'appliquer aussi en France !

En 2008, EDF s'était lancé à grands frais dans une "aventure américaine", prétendant construire à court terme quatre réacteurs EPR. Les voilà purement et simplement évaporés (une fois de plus, et c'est tant mieux).

Auteur d'un rapport intitulé "La renaissance à l'envers — La compétition pousse les réacteurs nucléaires américains vieillissants au bord de l'abandon économique", l'économiste Mark Cooper estime que "la réalité économique a claqué la porte au nez de l'énergie nucléaire".

Victoire : condamnation d'EDF et du directeur de la centrale du Bugey

Suite à la plainte déposée il y a deux ans par le Réseau "Sortir du nucléaire", le tribunal correctionnel de Bourg-en-Bresse a condamné EDF, responsable de multiples négligences ayant conduit, en août 2011, au déchargement illégal de gravats radioactifs au Bugey, à payer 3750 euros d'amende pour deux délits au Code du travail, 1500 euros pour une contravention à la réglementation sur les installations nucléaires. Et pour la première fois, le directeur d'une centrale nucléaire est lui aussi condamné : il devra payer 1500 euros pour les deux délits et 500 euros pour la contravention à la réglementation sur les installations nucléaires.

Le 9 août 2011, la centrale nucléaire du Bugey, située à 35 km de Lyon, avait procédé à l'évacuation d'une benne de gravats radioactifs, pensant qu'il s'agissait simplement de déchets conventionnels, vers une carrière autorisée à recevoir uniquement des matériaux non radioactifs. Cette erreur a engendré un risque réel de dispersion de radioéléments dans l'environnement : au point de contamination le plus élevé, le niveau de radioactivité était environ trois fois supérieur au niveau naturel observé sur le site.

Le camion avait pourtant été contrôlé à la sortie de la centrale. La présence de radioactivité avait alors été détectée, mais le signal sonore et la barrière empêchant la sortie des véhicules ne fonctionnaient pas. Seul un gyrophare s'est déclenché, mais n'a pas été repéré immédiatement.



Les gravats sortis du site le 9 août provenaient d'un local situé sur le chantier de démantèlement du réacteur n°1 de la centrale du Bugey, qui n'était pas identifié comme zone réglementée au titre de la radioprotection. Et pourtant, on a trouvé dans ce local plusieurs sources de contamination radioactive.

Les graves défaillances intervenues dans cette affaire ne sont peut-être que la partie émergée de l'iceberg, la centrale de Bugey ayant multiplié les incidents ces dernières années.

Les mines d'uranium bientôt interdites au Québec ?

En juin 2013, le gouvernement du Québec a annoncé qu'il ne comptait pas donner son accord à un projet de prospection avancée pour des gisements d'uranium dans les Monts Otish, situés sur le territoire sacré des Indiens Cree.



Cette décision intervient alors que la firme Strateco Corporation avait déjà reçu un feu vert pour débiter une étude d'impact environnemental et venait d'obtenir un permis. Il ne manquait plus que l'approbation du Québec. Mme Ouellet, ministre des Ressources Naturelles, a déclaré que le projet n'allait pas être approuvé car il n'était pas socialement acceptable, en particulier pour les Cree.

Début août, la Court Supérieure du Québec a débouté Strateco, qui réclamait du gouvernement québécois qu'il lui paie une compensation jusqu'à l'obtention de la décision finale.

Cela fait plusieurs années que le Québec se mobilise contre les mines d'uranium. Bien qu'il n'y ait pas encore d'extraction, la prospection est intense dans de nombreuses parties de la province. Le projet "Matoush" mené par Strateco était le plus avancé.

Le Grand Conseil de la Nation Cree avait déclaré un moratoire permanent sur l'extraction de l'uranium sur son territoire, déclarant cette activité incompatible avec ses valeurs. Il avait reçu le soutien de nombreuses ONG et de 400 municipalités qui avaient adopté des résolutions contre les mines d'uranium. Par ailleurs, des médecins de Sept-Îles avaient mené un plaidoyer actif pour bannir l'extraction dans la province, deux douzaines d'entre eux menaçant même le gouvernement de quitter leurs hôpitaux et la région si elle était autorisée.

L'an dernier, le Québec avait décidé de fermer son unique centrale nucléaire, Gentilly-2. Par ailleurs, des chercheurs québécois sont en pointe dans la recherche pour produire des isotopes médicaux sans réacteurs nucléaires. Autant de raisons de se passer de l'uranium !

L'interdiction des mines d'uranium semble être sur la bonne voie, même si l'étude d'impact doit se poursuivre.

Sources : newswire.ca ; quebecmeilleuremine.org

Victoire : pas de transports radioactifs sur les Grands Lacs et sur le fleuve St Laurent

Après des années de lutte, qui ont impliqué des centaines de municipalités, les communautés autochtones (dont les Mohawks), des associations, des activistes, des sénateurs américains, une victoire importante a été remportée en juillet : Bruce Power, l'exploitant de la centrale nucléaire de Kincardine (Ontario, Canada), a annulé son projet de faire "recycler" seize énormes générateurs de vapeur radioactifs par Studsvik, une entreprise suédoise, ce qui aurait nécessité de faire voyager des tonnes de métal radioactif sur les Grands Lacs, le fleuve St Laurent et à travers l'océan Atlantique. Qui plus est, Bruce Power prétendait qu'il serait ainsi possible de retirer la radioactivité de 90 % du métal, et de remettre celui-ci en circulation après sa prétendue décontamination ; nous échappons donc à une nouvelle opération de "dilution" de radioactivité dans des biens de consommation courante.



DR

Un générateur de vapeur, ce sont des tonnes d'acier radioactif.

Selon Mike Bradley, un des maires en lutte, le prochain combat va porter contre les projets d'enfouir les déchets "faiblement" et "modérément" radioactifs en provenance des vingt réacteurs nucléaires de la province d'Ontario à moins d'un mile de la côte du lac Huron.

Sources : beyondnuclear.org, citynews.ca

Le nucléaire n'est plus une priorité pour le Brésil

Début septembre, Mauricio Tolmasquim, président de EPE (Empresa de Pesquisa Energética, une entreprise publique rattachée au Ministère brésilien des Mines et de l'Énergie, qui réalise études et recherches pour la planification du secteur de l'énergie au Brésil), a indiqué qu'il est "improbable" que le gouvernement maintienne son projet de construire quatre nouveaux réacteurs nucléaires d'ici 2030 pour répondre à la demande croissante d'électricité.

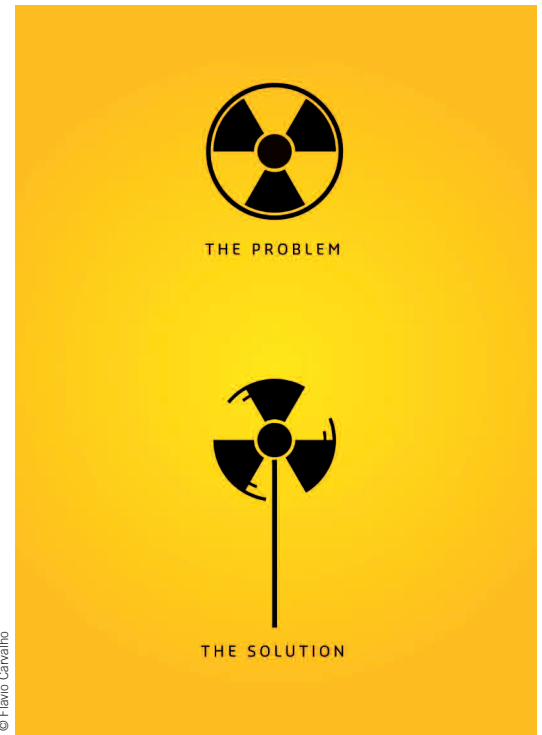
Tolmasquim a déclaré que "après Fukushima, les choses ont été mises en stand-by". Il a ajouté que "Nous n'avons pas abandonné [ces projets]... mais ils n'ont pas été remis en route non plus. Ce n'est pas une priorité pour nous à l'heure actuelle." Le Brésil n'a toujours pas engagé le processus d'appel d'offres censé aboutir à la mise en service de quatre réacteurs d'ici 2030.

Actuellement, le nucléaire fournit à peine plus d'un pour cent de l'électricité du Brésil, à peu près au même niveau que l'éolien. Le reste est en majorité fourni par du gaz naturel.

Tolmasquim explique que l'éolien a un fort potentiel d'expansion grâce à la baisse de son coût de production. Il estime qu' "il y a eu une révolution



DR



© Flavio Carvalho

en termes de coûts". Si le solaire est encore quatre fois plus cher au Brésil, Tolmasquim déclare que "Le solaire va se développer, tôt ou tard. C'est une question de temps."

Source : Reuters, 15 septembre 2013

2016 : deux fois plus d'électricité renouvelable que de nucléaire

Alors que le nucléaire connaît de nombreux déboires, les énergies renouvelables poursuivent leur croissance inéluctable. Selon un rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie, d'ici à 2016, la quantité d'électricité produite par l'éolien, le solaire thermique et photovoltaïque, l'hydraulique et les autres sources renouvelables devrait dépasser celle produite par le gaz... et être deux fois plus élevée que celle produite par le nucléaire !

Le rapport se base notamment sur les estimations de 2012, où la quantité d'électricité produite par les énergies renouvelables dans le monde aurait suffi à couvrir les besoins électriques de la Chine !

Dans un monde en évolution, les renouvelables bénéficient de deux atouts. Même si les investissements progressent plus lentement dans les pays dits "développés", ils s'accroissent dans les pays en voie de développement, où près de deux tiers de la croissance des renouvelables sont censés se réaliser. Par ailleurs, la compétitivité des énergies renouvelables est de plus en plus reconnue. Au Brésil, l'éolien fait concurrence aux énergies fossiles.

Selon l'AIE, en 2018, les énergies renouvelables représenteront un quart de la production d'électricité mondiale... bien loin devant le nucléaire.

Source : iea.org

Cent jeûneurs pour le désarmement nucléaire !

Cent jeûneuses et jeûneurs : 80 à Paris, 6 à Aldermaston, près de Londres, et 15 à Büchel, près de Bonn... Pour libérer l'Europe des armes nucléaires. Quatre jours d'actions mémorables. Récit.

Ils et elles ont commencé par la Bourgogne. Arrivés de Londres, tard le soir à la Maison de Vigilance à Paris et partis le lendemain matin pour Dijon. Ce sont onze Anglais-e-s qui sont venu-e-s dénoncer l'accord entre la France et le Royaume-Uni, accord qui va mettre en œuvre la modernisation des armes nucléaires de ces deux pays pendant les prochaines... 50 années !

Une manifestation avec le soutien du Mouvement de la Paix de Bourgogne. Devant le Centre du CEA de Valduc. Manifestation interdite... Mais FR3 a sauvé la mise. Comment interdire une manifestation en présence de la télé ? Les banderoles sur les grilles du CEA ont dénoncé cet accord franco-anglais, le "Traité Teutatès", qui viole les lois internationales : communiquer des informations confidentielles sur les armes nucléaires est interdit. Et ceci est explicitement violé dans l'article 12 du Traité !

Le 5 août : stage sur la "non-violence active", avec les experts formateurs des Désobéissants. Un stage suivi par une cinquantaine de participants. Et qui s'est révélé très utile.

Organisé par la Maison de Vigilance, Armes nucléaires STOP et le Réseau "Sortir du nucléaire", le jeûne-action a commencé le 6 août au matin, avec la cérémonie de commémoration du bombardement d'Hiroshima. Avec des artistes japonais venus pour exprimer le drame du crime contre l'Humanité par leur trompette et leurs divers instruments. Un moment fort de recueillement et de dénonciation des 2083 essais nucléaires qui ont fait d'autres nombreuses victimes. La France, avec 210 essais n'a pas été en reste ! Sahara pollué, Polynésie polluée, de nombreux décès dus à la radioactivité... Et la France n'accepte toujours pas d'indemniser les victimes...

Chaque jour, manifestation sous la Tour Eiffel. Distribution de tracts en dix langues différentes. Un rituel depuis sept ans que le jeûne-action se fait au Mur pour la Paix. Une manifestation "interdite" mais "tolérée" qui a rendu certains policiers un peu nerveux quant à notre "trouble" mais les "habitués" savaient difficile, ou plutôt impossible, de s'opposer à notre non-violence active... D'autant plus que, lorsqu'on dénonce l'arme nucléaire, le public approuve largement ! Pour ceux qui sont couchés par terre dans leur die-in et qui se voient photographiés par des centaines de touristes, c'est rassurant ! Beaucoup mieux qu'un tract ! Ils garderont dans leurs photos de vacances la trace de nos banderoles "libérer le monde des armes nucléaires, c'est possible!"



© Maison de Vigilance

Une "entrevue" au ministère de la Santé... sous la garde des CRS !

Deux moments un peu "chauds"... Ce furent les demandes de rendez-vous au Parti socialiste et au ministère de la Santé. Décidés par les jeûneurs. Au Parti socialiste, rue Solferino, nous avons une promesse d'entrevue l'année dernière. Elle n'a pas abouti depuis un an. De quoi aller demander des explications. Ce ne sont pas les explications qui sont arrivées mais des CRS. Parler de désarmement nucléaire, c'est un sujet qui fâche.

La seconde demande d'entrevue a été plus positive. Au ministère de la Santé, nous sommes allés demander ce qui était prévu en cas de frappe nucléaire sur une ville : 20 000 bombes sont en service, 2000 en état d'alerte, dont 96 françaises. Une erreur peut arriver comme le montre les archives récemment déclassifiées. Réponse du ministère : "rien n'est prévu". Et il nous a été accordé une entrevue... sous bonne garde de CRS.

Ce furent quatre jours de jeûne... À l'eau. Les médias se sont déplacés pour la première fois. La mairie de Paris-2^e nous offrait le logement et le repas de rupture de jeûne. Ce furent vraiment de grands moments !

Dominique Lalanne
Armes nucléaires STOP



© Maison de Vigilance

Sur le champ de Mars, à Paris...

Par Toutatis ! Ils sont fous...

En novembre 2010, Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique, David Cameron, ont conclu les accords de Lancaster House portant sur une coopération militaire poussée entre les deux pays, y compris dans le domaine "dissuasion nucléaire" inclus dans un traité distinct¹.

Un traité illégal

Selon le ministère de la Défense, ce traité Teutatès² "concerne la mise en commun des technologies des deux pays en matière d'essais nucléaires en laboratoire. L'objectif sera de tester conjointement la performance des ogives nucléaires et la sécurité des arsenaux".



© Maison de Vigilance

Des militant-e-s manifestent devant le CEA à Valduc. La manifestation est en théorie interdite, mais la caméra de France 3 tourne...

La France et le Royaume-Uni, en s'associant dans ce traité de très longue durée "50 ans ou au-delà", persistent dans leur volonté de conserver indéfiniment leurs armes nucléaires et d'en concevoir de nouvelles. C'est une étape de plus dans la violation de l'esprit et des intentions du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Quant à la clause du Traité de non prolifération relative à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, elle est complètement oubliée.

Des technologies coûteuses

Le traité Teutatès se traduit concrètement par la construction et l'exploitation en commun de deux complexes scientifiques : l'installation d'études radiographiques et hydrodynamiques Epure, au CEA de Valduc (Bourgogne), et le centre de développement technologique TDC sur le site de l'Atomic Weapons Establishment (AWE) à Aldermaston (Angleterre).

La première phase de construction d'Epure est presque achevée. Airix, la machine de radiographie à rayons X en service au Polygone d'expérimentation de Moronvilliers, y a été transférée. Dans les six prochaines années, deux autres machines de radiographie seront construites au centre TDC d'Aldermaston pour être implantées à Valduc.

Des pollutions radioactives

La radiographie à rayons X sert à étudier les "tirs froids" dans lesquels les matières nucléaires fissiles utilisées dans une arme sont remplacées par des matériaux inertes aux comportements mécanique

et thermique très similaires. Ces matériaux inertes, comprimés puis dispersés par des explosifs chimiques, sont des métaux lourds toxiques comme le plomb ou le béryllium mais aussi radioactifs comme l'uranium appauvri ou le Pu 242, un isotope non fissile du plutonium.

Selon Peter Burt, de Nuclear Resource Service, les Britanniques utilisaient le Pu 242 dans leur programme de simulation Hydrus et procéderont de même à Epure puisque chaque pays peut y réaliser de façon indépendante tous les essais nécessaires à ses programmes nationaux.

C'est pourquoi une installation spécifique de traitement des déchets est prévue dans la deuxième phase d'Epure concernant "les installations répondant aux exigences du programme britannique".

Teutatès prévoit que les déchets résultant des expériences menées à Valduc et à Aldermaston demeurent la propriété du pays d'origine auquel ils seront restitués après traitement et conditionnement. Est-ce pour conditionner le plutonium britannique que le CEA de Valduc a besoin de milliers de cocottes-minutes ?³

Des mini-explosions nucléaires ?

Le traité précise que les expériences conduites dans l'installation TDC n'utilisent pas de matières fissiles mais rien n'est spécifié pour Epure. Des essais nucléaires sous-critiques, d'une puissance inférieure à 1,8 kg de TNT, y seront-ils réalisés dans le futur ?

Une résistance franco-anglaise

En août, des militants britanniques et français ont manifesté ensemble devant le CEA de Valduc et deux jeunes contre les armes nucléaires se sont tenus à Paris et à Aldermaston. En septembre, des Français ont participé au camp d'action d'Aldermaston. Des perspectives d'actions concertées semblent donc se dessiner pour le futur.

Sophie Morel



© Maison de Vigilance

Notes :
1 : www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/291845_BST_hydro_French_Text_Formatted_Final_6.pdf

2 : Nom d'un dieu gaulois, parfois orthographié "Toutatis", comme dans la bande-dessinée Astérix, dont les personnages craignent que le ciel ne leur tombe sur la tête...

3 : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Valduc-une-installation-nucleaire>

Ci-contre : Pendant ce temps, à Aldermaston (Royaume-Uni), on tricote une écharpe pour entourer la base nucléaire.

Vassili Arkhipov, l'homme qui a empêché la guerre nucléaire

Il y a cinquante ans, Vassili Arkhipov, officier supérieur sur le sous-marin soviétique B-59, refusa seul de donner l'ordre de lancement d'une torpille nucléaire.

Si vous êtes né avant le 27 octobre 1962, Vassili Alexandrovich Arkhipov vous a sauvé la vie [et si vous êtes né après, aussi... NDLR]. Ce fut le jour le plus dangereux de l'Histoire. Un avion-espion américain avait été abattu au-dessus de Cuba et un autre U2 s'était perdu et avait disparu dans l'espace aérien soviétique. Dans une atmosphère tendue à l'extrême par ces drames, un contre-torpilleur américain, le USS Beale, commença à lâcher des grenades sous-marines sur le B-59, un sous-marin soviétique équipé d'armes nucléaires.

Le commandant du B-59, Valentin Savitsky, n'avait aucun moyen de savoir que ces grenades sous-marines étaient en fait des charges "d'exercice", inertes donc, destinées à forcer le B-59 à faire surface. Le Beale fut rejoint par d'autres contre-torpilleurs américains qui firent bloc pour arroser d'explosifs le B-59 immergé. Savitsky, dans son épuisement, présuma que son sous-marin était perdu et que la troisième guerre mondiale avait démarré. Il donna alors l'ordre de se préparer à lancer la torpille nucléaire de dix kilotonnes du B-59. La cible était le Randolph, le porte-avions géant qui menait la force navale américaine.

Si la torpille du B-59 avait pulvérisé le Randolph, les nuages nucléaires se seraient rapidement propagés de la mer vers les terres. Les premières cibles auraient été Moscou, Londres, les bases aériennes d'East-Anglia et les concentrations de troupes en Allemagne. La série de bombes suivante aurait anéanti les "cibles économiques", un doux euphémisme pour les populations civiles ; plus de la moitié de la population britannique serait morte. Dans le même temps, le SIOP [Plan opérationnel stratégique intégré] – un scénario de fin du monde rappelant l'apocalypse finale du Docteur Folamour, aurait lancé 5 500 charges nucléaires sur un millier de cibles, y compris dans des États neutres comme l'Albanie ou la Chine.

Il est difficile de savoir ce qui se serait passé aux États-Unis. La raison pour laquelle Khrouchtchev avait envoyé des missiles à Cuba était justement que l'Union Soviétique ne disposait pas de moyen de dissuasion à longue portée [cf. missile balistique intercontinental ou ICBM] crédible qui soit capable de soutenir une éventuelle attaque des Américains. Il est fort probable que les États-Unis auraient eu nettement moins de victimes que leurs alliés européens. Cette conception de la Grande-Bretagne et de l'Europe de l'Ouest comme de simples pions sacrificiels à volonté est l'un des grands tabous de la Guerre froide.



Le 27 octobre 1962, en pleine guerre froide, Vassili Arkhipov fut le seul des trois officiers supérieurs du sous-marin nucléaire soviétique B-59 à refuser de donner l'ordre de lancer un missile nucléaire.

Cinquante ans plus tard, quelles leçons peut-on tirer de la crise des missiles de Cuba ? L'une des leçons est de se rappeler qu'en temps de crise, les gouvernements peuvent perdre le contrôle de la situation. Le plus grand cauchemar du ministre américain de la Défense Robert McNamara était qu'une arme nucléaire puisse être lancée sans autorisation. McNamara avait imposé que tous les ICBM soient munis d'un lien d'action permissif (serrure dite PAL). Mais une fois toutes les serrures installées, le Commandement stratégique de l'Armée de l'air [Strategic Air Command] choisit le même code 00000000 pour tous les missiles, afin que les serrures ne ralentissent pas leur lancement en cas de crise. La sécurité des armements nucléaires est et restera toujours un problème humain, à tous les niveaux. Un jour, Jimmy Carter, pourtant le plus sensé des présidents américains, laissa les codes de lancement de l'arme nucléaire dans le costume qu'il avait envoyé au pressing.

La Guerre froide est certes terminée, mais les structures thermonucléaires américaines et russes sont toujours en place. Et le risque d'échange nucléaire entre les grandes puissances reste bien réel. En 1995, un radar d'alerte précoce russe a confondu une fusée météo norvégienne avec un missile balistique provenant d'un sous-marin américain. Un signal d'urgence fut alors envoyé à la "Cheget" du président Eltsine, cette mallette qui contient les codes nucléaires. Eltsine, probablement

près d'un verre de vodka, avait moins de cinq minutes pour prendre la décision de lancer ou non les représailles.

"Tant que les armes nucléaires existeront, les chances de survie de l'espèce humaine seront limitées." Toutes les études d'analyses de risques à long terme corroborent cette affirmation de Noam Chomsky. Selon l'organisation Ploughshares, le monde recèle actuellement 19 000 ogives, dont 18 000 sont entre les mains des Américains et des Russes. Quels que soient les chiffres exacts, les arsenaux nucléaires américains ou russes sont les seuls qui soient capables d'anéantir toute vie humaine. Comme le font remarquer les analystes des questions de sécurité Craig et Jan Ruzicka : "Pourquoi l'Iran ou la Corée du Nord devraient-ils respecter le concept de non-prolifération quand les États les plus puissants qui leur font la morale possèdent eux-mêmes des arsenaux aussi énormes ?"

Mais surtout, la crise des missiles cubains a montré que ce sont les armes elles-mêmes qui posent problème. La Grande-Bretagne est aujourd'hui en première ligne dans la "course au désarmement nucléaire". Dans une lettre de 2009 au Times, le maréchal Lord Bramall et les généraux Lord Ramsbotham et Sir Hugh Beach ont accusé le Trident d'être "complètement inutile". Pour des généraux, l'abandon de ce système peut donc aller de soi, mais pas pour les politiciens qui redoutent

l'opinion publique : pour le public en effet, les armes nucléaires sont vaguement associées à l'idée de "force". Si le Trésor laissait tomber le Trident, cela représenterait une rentrée d'argent de plus de 25 milliards de livres sterling, soit une somme suffisante pour financer la construction d'un million de maisons à prix raisonnable.

La décision de ne pas lancer la troisième guerre mondiale n'a pas été prise au Kremlin ni à la Maison-Blanche, mais dans l'atmosphère étouffante de la salle de commande d'un sous-marin. Pour lancer la torpille nucléaire du B-59, il fallait le consentement des trois officiers supérieurs présents à bord. Arkhipov fut le seul à refuser son accord. Il est certain que la réputation d'Arkhipov fut un facteur crucial dans le débat qui eut lieu dans la salle de commande. En effet, l'année précédente, le jeune officier s'était exposé à une forte dose de radiation pour sauver un sous-marin dont le réacteur était en surchauffe. Cette irradiation devait finalement contribuer à sa mort en 1998. Quand nous levons nos verres en ce 27 octobre, nous ne pouvons que porter un toast à sa mémoire.

Merci, Vasya.

Edward Wilson

The Guardian, 27 octobre 2012

Traduit de l'anglais au français par Odile Girard pour le Réseau "Sortir du nucléaire"

Un documentaire de 50 minutes, en anglais non sous-titré, détaille l'histoire de cet épisode méconnu mais crucial de la guerre froide et du rôle qu'y a joué Arkhipov. Il est visible en intégralité sur YouTube : www.youtube.com/watch?v=4VPY2SgyG5w

Et l'homme qui s'est abstenu de la déclencher : Stanislas Petrov

Dans la nuit du 25 au 26 septembre 1983, Petrov, alors lieutenant-colonel, était l'officier de garde sur la base d'alerte stratégique de Serpoukhov-15, à une centaine de kilomètres au sud de Moscou.

En 1983, Stanislas Petrov eut le sang froid salutaire de comprendre que le radar qui détectait cinq missiles nucléaires en provenance des États-Unis dysfonctionnait.

Cette base était chargée de recueillir les informations fournies par les satellites soviétiques surveillant d'éventuels tirs de missiles nucléaires contre l'URSS.

Tout à coup, le système informatique d'alerte anti-missiles a indiqué cinq tirs de missiles balistiques intercontinentaux en provenance des États-Unis. Petrov ne disposait que de quelques secondes pour analyser la situation. Devant le faible nombre de missiles détectés, il a indiqué à ses supérieurs qu'il s'agissait selon lui d'une fausse alerte. Conscient de sa responsabilité, il n'a pas réagi à cette alerte. "L'histoire est très simple. Je devais comprendre une seule chose : déterminer s'il s'agissait d'une erreur ou pas. Oui, c'était très difficile mais c'était mon travail à l'époque", raconte Stanislav Petrov ; "Cela me gêne d'en parler, je faisais mon travail et c'est tout. Je n'ai rien fait d'héroïque."

Petrov avait raison. Il s'agissait d'une erreur du système d'alerte. Toute l'information sur cet incident a été classifiée. L'incident n'a été rendu public qu'en 1998.

Source : Ria Novosti, 26 novembre 2012



Parc nucléaire français : l'insécurité augmente

Incendies, dégagements de fumée, fuites, contaminations... Les centrales françaises cumulent les incidents. Médiatisés ou passés sous silence, ils témoignent d'une dégradation inquiétante de la sûreté. À quoi ces problèmes sont-ils dus, et faut-il s'attendre à une aggravation dans les années qui viennent ?

Petite analyse des incidents

Incendie sur un alternateur au Bugey (Ain), fuite d'acide chlorhydrique à Cattenom (Moselle), contamination de six travailleurs à Civaux (Vienne)... ces derniers mois, les incidents spectaculaires se succèdent sur l'ensemble du parc nucléaire ¹.

Des phénomènes deviennent récurrents : équipements électriques qui chauffent et s'enflamment ², indisponibilité de dispositifs entraînant des complications diverses, fuites radioactives ou de substances polluantes, problèmes sur les pompes et vannes des circuits de refroidissement... "Les incendies et les fuites sont particulièrement préoccupants", note Monique Sené, experte indépendante et fondatrice du Groupe des Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire ; "mais les autres incidents ne sont pas anodins pour autant. Ils constituent les symptômes de dysfonctionnements inquiétants".

"Sans conséquences", ces incidents, comme le répète rituellement EDF ? Pourtant, ils aboutissent souvent à fragiliser les installations, sans compter

les impacts sanitaires sur les travailleurs. Par ailleurs, combinés avec d'autres dysfonctionnements, ils peuvent conduire à de sérieuses complications. Une fuite radioactive au moment où le détecteur ne marche pas, une panne électrique qui survient alors que l'alimentation de secours fait défaut... Pas besoin de séisme ou de tsunami pour déclencher un problème sérieux ! Depuis quelques années, le nombre des incidents s'accroît. Pour quelles raisons ?

Premier accusé : vieillissement et obsolescence

Une vingtaine de réacteurs ont dépassé trente ans de fonctionnement et atteignent leurs limites physiques : fissures sur les cuves de réacteurs, composants électroniques et câbles qui s'usent... Autant d'équipements à vérifier, entretenir, remplacer... quand cela est faisable !

En effet, il n'est pas toujours possible de tout passer en revue (comment inspecter des kilomètres de câbles, surtout quand certains sont enterrés ou peu accessibles ?), ni de tout remplacer (impossible pour une cuve de réacteur). Et plus un équipement est ancien et irradié, plus la maintenance sera complexe. Autre problème : certaines pièces conçues dans les années 1970 ne sont plus disponibles et aucun fournisseur ne peut les refaire à l'identique. Il arrive qu'une pièce de remplacement s'avère inadaptée ou de piètre qualité. C'est ainsi que plusieurs "départs de feu" sont dus à la surchauffe anormale de composants de remplacement, notamment sur les transformateurs. Problème : ces anomalies ne sont pas toujours immédiatement détectées.

Que dire alors des problèmes qui pourraient survenir si, comme le souhaite EDF, les réacteurs étaient prolongés jusqu'à 40, voire 60 ans ?

Facteur humain

Mais l'obsolescence des installations n'est pas la seule responsable. "Les problèmes organisationnels et systémiques sont récurrents", souligne Monique Sené, "parfois, les travailleurs sont conduits à l'erreur par des procédures inadaptées". Par ailleurs, il ne suffit pas de détecter un incident : il faut aussi pouvoir faire circuler et remonter l'information, l'analyser et qu'un "retour d'expérience" soit effectué. Or cette circulation n'a pas toujours lieu, d'autant qu'une logique culpabilisante dissuade les travailleurs de signaler des dysfonctionnements.

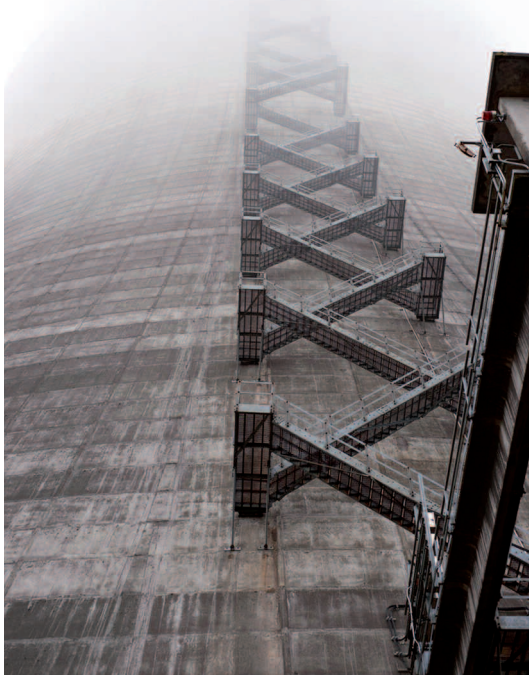


© Laurent Vanhelle

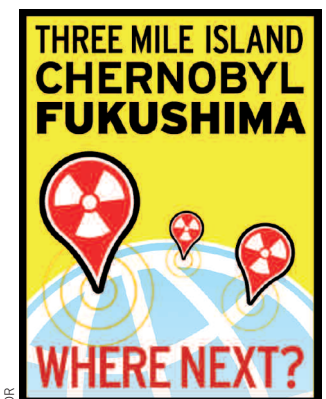
Notes :

1 : Le Réseau "Sortir du nucléaire" effectue un suivi régulier des incidents survenus dans les installations nucléaires françaises : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-des-accidents-partout>

2 : L'Autorité de Sûreté Nucléaire liste une centaine de départs de feu dans les centrales en 2011.



© Andrew Perrault - GDR/Sala.com



DR

Ce problème de transmission pourrait encore s'accroître : "Jusqu'ici, il y a encore des équipes bien formées qui connaissent bien les centrales. Mais que va-t-il advenir quand ces travailleurs qualifiés ne seront plus là ?" s'interroge Monique Sené. D'ici 2017, la moitié des effectifs nucléaires d'EDF partiront en retraite et la transmission des connaissances et compétences se fait mal. Une fois partis les vieux opérateurs, qui disposent d'une connaissance fine des installations, qui pourra encadrer les travailleurs plus jeunes ?



© Yushi Saito

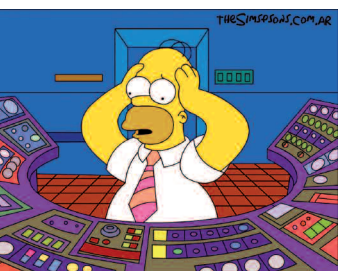
La course à la rentabilité, aux détriments de la sûreté

Ces problèmes organisationnels sont renforcés par la logique de rentabilité à tout prix adoptée par l'industrie nucléaire. Pour dépenser moins, les exploitants économisent sur les équipements ³ et sur le personnel : moins de travailleurs pour superviser les opérations, cession de certaines activités et surtout recours massif à la sous-traitance. "Le volume de maintenance sous-traité passe en 5 ans de 20 % à 80 %", note la sociologue Annie Thébaud-Mony. Si certains prestataires disposent d'une grande expérience, EDF se tourne de plus en plus vers le moins-disant et des travailleurs peu qualifiés, notamment pour les tâches les plus pénibles et les plus dangereuses.

travailleurs les plus précaires. Un jour d'arrêt de réacteur coûtant près d'un million d'euros, l'exploitant rogne de toute part pour gagner du temps. Alors qu'un arrêt pour maintenance durait autrefois deux mois, les mêmes opérations doivent être réalisées en un mois, voire moins. Des étapes et réunions préparatoires passent à la trappe. Cadences infernales, nomadisme, flexibilité imposée (un prestataire ne peut plus poser que deux week-ends non travaillés par an !), disparition du caractère obligatoire de la visite médicale avant intervention... les conditions de travail des sous-traitants deviennent de plus en plus inhumaines. Comment garantir la sûreté des installations – et des prestataires eux-mêmes – si les opérations sont effectuées par des travailleurs en état de stress permanent ?

Notes :

3 : EDF a ainsi acheté de l'acier à bas prix en Russie pour construire certaines pièces du réacteur EPR : <http://groupes.sortirdu nucleaire.org/EPR-chantier-calamiteux>



La logique de sous-traitance implique également une sectorisation accrue des tâches, qui fait disparaître la vision d'ensemble et génère de nouveaux problèmes de transmission et de circulation des informations. Des problèmes aggravés, depuis quelques années, par le recours à des prestataires étrangers pour la maintenance ou la construction (comme sur le chantier de l'EPR, où se côtoient plus de 25 nationalités). Comment s'assurer que les consignes sont bien traduites et comprises par tous ?

EDF, si prompt à mettre en avant les emplois de la filière nucléaire, se montre peu soucieux du sort des

De nouvelles normes de sûreté... sans moyens supplémentaires

Ces problèmes n'empêchent pas EDF de multiplier les déclarations sur la sûreté... sans pour autant dégager les moyens correspondants. Les nouvelles normes post-Fukushima illustrent bien cette schizophrénie. Une bonne partie des mesures prescrites ne pourra être mise en œuvre - comme les nouvelles normes sismiques qui nécessiteraient de reconstruire presque toutes les piscines de combustible. D'autres sont introduites sans prévoir plus de temps ou de personnel pour vérifier leur mise en application. Des tracts syndicaux dénoncent la juxtaposition absurde de nouvelles mesures, accompagnée d'injonctions à faire toujours plus et d'un discours culpabilisant qui rejette les responsabilités sur les prestataires.

Cette situation pourrait empirer avec le "grand carénage", programme de travaux prévus sur toutes les centrales d'ici 2022 afin d'étendre leur durée d'exploitation à 60 ans. Ces travaux nécessiteront plus de personnel - qui le formera et l'encadrera ? - , des opérations périlleuses dans des zones fortement irradiées, le tout dans un laps de temps réduit. Dans ces conditions, on peut légitimement craindre un recours accru au dumping social et des conséquences sévères à la fois pour la sûreté des installations et celles des personnes. Certains travailleurs parlent déjà de "grand carnage"...

Un rafistolage humainement coûteux ne permettra jamais de garantir la sûreté. Une seule solution : programmer l'arrêt rapide des réacteurs !



© PIREP/OWENS

Charlotte Mijeon

Vite, des infos !

L'impudence des nucléocrates en image...

À l'arrière-plan, surplombant la zone : les deux réacteurs, arrêtés définitivement depuis 2006, de la centrale nucléaire britannique Dungeness A, auxquels ont succédé les deux réacteurs de la centrale de Dungeness B.

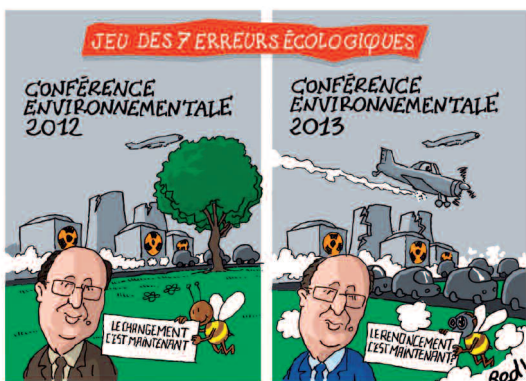


Sur le panneau, ce message surréaliste : "Merci de ramener vos déchets chez vous - Cette zone est une réserve naturelle nationale, qui abrite de nombreux habitants, animaux et plantes."

Politique énergétique : le changement, on l'attend toujours !

Le débat sur la transition énergétique s'est achevé cet été. Un processus qui n'a pas permis aux citoyens de se ressaisir des questions d'énergie... et a surtout confirmé le poids du MEDEF et des firmes énergétiques, qui ont fait barrage à toute proposition permettant d'introduire des changements ambitieux.

Le rôle exact de la synthèse du débat n'est toujours pas clair. La loi d'orientation qui doit en découler ne sera pas votée avant fin 2014. Une modeste avancée : elle pourrait — enfin — permettre au gouvernement de décider de la fermeture d'une centrale pour raison de politique énergétique...



Pas de grandes avancées non plus à l'occasion de la conférence environnementale des 20 et 21 septembre. Pour la énième fois, la fermeture de Fessenheim a été annoncée pour la fin 2016, sans être assortie d'étapes concrètes. Toujours pas de précisions sur la manière dont la part du nucléaire est censée être réduite, en l'absence d'arrêts de centrales et de mesures claires d'économies d'électricité. Enfin, Jean-Marc Ayrault a glissé que le nucléaire contribuerait à financer la transition... En allongeant la durée de vie des centrales ?

Une première : EDF condamné pour le cancer du poumon d'un travailleur du nucléaire

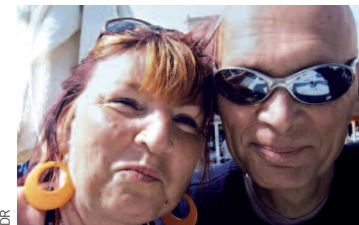
EDF a été condamné pour la première fois pour "faute inexcusable" pour le cancer du poumon contracté par un employé de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly (Loiret). "La maladie professionnelle dont était atteint Jean-François Cloix ayant entraîné son décès est la conséquence d'une faute inexcusable de la société EDF", indique le tribunal des affaires de sécurité sociale d'Orléans dans un jugement rendu le 27 août et révélé dimanche 8 septembre par Le Journal du Dimanche.

M. Cloix, qui avait travaillé dans la centrale durant trente ans comme chaudronnier, est mort en 2009, à 53 ans. Dans le cadre de ses fonctions d'agent EDF, il avait été soumis à de faibles doses de rayonnements ionisants. Le tribunal d'Orléans a estimé qu'EDF n'apportait pas la preuve que le cancer de son employé mort ne pouvait pas être lié aux doses de radioactivité qu'il avait reçues, malgré la présentation de "nombreuses documentations scientifiques" et les mesures "incontestables" de sécurité sanitaire mises en place dans les centrales.

Le fait que le salarié fumait, cause première de cancer du poumon, ne dispense pas davantage l'entreprise, selon le jugement. "Même si assurément le tabagisme est un des facteurs concourant incontestablement à la même maladie, il n'exclut nullement au contraire le facteur résultant de l'exposition aux rayons ionisants, les facteurs se cumulant et augmentant les risques", juge le tribunal dans sa condamnation. Le caractère de "faute inexcusable" augmente les indemnités versées à la veuve et aux deux enfants de M. Cloix, qui s'élèvent au total à 95 000 euros, selon le jugement.

EDF a décidé de faire appel de ce jugement.

Source : Le Monde/AFP, 8 septembre 2013



Après une trentaine d'années de travail à la centrale de Dampierre, Jean-François Cloix est décédé d'un cancer du poumon. Sa veuve Laure s'est battue pour faire reconnaître la cause professionnelle de sa maladie.

"On peut avoir une anomalie grave sur 5 à 10 réacteurs en France"

Le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), Pierre-Franck Chevet, a fait quelques déclarations d'un grand intérêt dans une interview au JDD : "Notre parc [nucléaire] a l'avantage d'être standard. Quand il y a un problème, on peut le traiter sur toutes les centrales si on le repère vite. À l'inverse, si on le détecte tardivement, il y a un risque qu'il apparaisse sur d'autres réacteurs. On peut avoir une anomalie grave, de la corrosion ou une fuite, sur cinq à dix réacteurs en France. Dans ce cas, l'Autorité de sûreté nucléaire pourrait les arrêter pour une durée indéfinie."

M. Chevet ajoute : "Nous jugeons ce scénario plausible, voire réaliste, et en tout cas pas impossible. On n'en est pas passé loin il y a vingt ans quand une fissure a été détectée sur le couvercle de la cuve du réacteur du Bugey [Ain]. Je ne vois pas de relâchement pour le moment, mais c'est la priorité numéro un pour nous et elle doit l'être pour EDF. Un tel événement nécessite d'avoir des capacités de production de substitution pour absorber le choc d'un arrêt de cinq à dix réacteurs."

Il explique également qu' "entre 2020 et 2030, cinq ou six réacteurs arriveront chaque année à l'âge limite de 40 ans. Ce délai n'est pas de trop pour construire des nouvelles centrales nucléaires ou déployer des économies d'énergie. EDF ne doit pas compter sur l'allongement de la durée de vie des centrales à 60 ans pour établir le futur paysage énergétique de la France. Il faudra beaucoup améliorer leur sûreté pour espérer les prolonger. Cela aura un coût, mais pas seulement. Si certains matériels, comme la cuve, ne peuvent être remplacés, le réacteur sera arrêté."

Source : lejdd.fr



réalité les énergies renouvelables ne sont pas "intermittentes", certaines peuvent être constantes (biomasse, géothermie), et le vent et le soleil sont variables, fluctuant de façon très prévisible, donc tout à fait anticipables dans la combinaison des différents moyens de production et dans la gestion du réseau électrique.

Mais tel n'est pas le cas des arrêts imprévus de centrales nucléaires ! Ainsi, le mercredi 4 septembre à 21h45, EDF a arrêté de façon imprévue le réacteur n°1 de la centrale de Golfech, à cause d'un problème sur différents équipements importants. Ce réacteur est d'une puissance de 1300 MW : c'est l'équivalent de 1300 grandes éoliennes produisant à pleine capacité qui a été arrêté d'un seul coup, de façon totalement imprévisible, suite à un problème technique ! Une telle perte de puissance instantanée ne peut pas se produire avec les énergies renouvelables décentralisées, qui donnent une plus grande robustesse au réseau. Imaginons que ce problème technique se soit produit en plein mois de décembre, à l'heure où les Français allument massivement leurs chauffages électriques, contraignant déjà le pays à importer massivement et à prix d'or de l'électricité fournie par nos voisins européens...

Source : Platts, 4 septembre 2013

"Présent pour l'avenir" ?
Mais sera-t-il "présent à l'avenir" comme liquidateur si un réacteur français explose, un des 58 qu'il faudrait arrêter au plus vite ?



Solaire ou nucléaire, qui est vraiment "intermittent" ?

Comme disait Sarkozy : "La nuit, il n'y a pas de soleil". C'est avec pareille clairvoyance que nos pro-nucléaires hexagonaux s'opposent en général à la perspective d'une France alimentée à 100 % ou quasi par des énergies renouvelables. Sauf qu'en

Un calcul sacrément révélateur...

Arjun Makhijani, un expert américain sur les questions énergétiques et l'ingénierie nucléaire, s'est livré à un intéressant calcul. Jugez plutôt :

Selon Makhijani - il s'exprimait alors en juillet 2011, il est probable qu'il prendrait un chiffre encore plus élevé aujourd'hui - la zone contaminée par Fukushima, définie selon les critères du Department Of Energy (DOE) américain (plus de 100 millirem la première année), dépasse largement 2000 km².

Si l'on compte l'emprise au sol des éoliennes elles-mêmes seulement (moindre que l'emprise totale des parcs éoliens dans leur ensemble, les éoliennes étant espacées), chaque mégawatt occupe 0,6 hectare en moyenne. En supposant que les éoliennes fonctionneraient à un facteur de capacité de 30 à 35 %, il serait possible de remplacer la totalité de la production électrique actuelle des 104 réacteurs nucléaires américains par des éoliennes, dont l'emprise, ainsi calculée en tout cas, serait inférieure à la zone contaminée par Fukushima selon les propres critères du DOE.

Ça fait réfléchir, non ? Et si on ré-intègre dans l'analyse le fait qu'il ne s'agit de toute façon pas de produire autant d'électricité, mais de supprimer d'abord les énormes gaspillages et usages dispendieux, pour ne produire que les besoins restants avec des renouvelables, alors il n'y a pas photo !



taux de cancers et de leucémies. Quant à Tchernobyl, le premier scientifique au monde à avoir isolé du plutonium (pour la bombe atomique américaine), John Gofman, estimait en 1990 que la catastrophe causerait environ 475 000 cancers fatals. En 2009, un rapport de trois éminents scientifiques russe et biélorusses, édité par l'Académie des Sciences de New-York, estimait que Tchernobyl avait déjà causé 984 000 morts prématurées (avortements involontaires et toutes pathologies inclus) en 2004.

Indécent, vous dites ?

Quand l'AIEA copie la com' des ONG écologistes

Le greenwashing continue de plus belle, bien sûr. Voilà à quoi ressemble la newsletter de l'AIEA en ce mois de septembre 2013. Vous ne trouvez pas que ça ressemble furieusement à un e-mail d'une association écologiste engagée dans la préservation des océans ? Mais... à propos... est-ce que ce ne sont pas les États nucléarisés (qui ont tous pouvoirs au sein de l'AIEA) qui ont balancé des tonnes et des tonnes de fûts de déchets radioactifs dans tous les océans pendant des décennies, avant l'interdiction de cette pratique, à la suite de campagnes écologistes ?



© Alexander Scholtz

Le greenwashing selon l'AIEA

Le saviez-vous ? Récipiendaire en 2005 du Prix Nobel de la Paix pour sa prétendue action contre la prolifération nucléaire (on croit rêver, puisque l'AIEA promeut le nucléaire civil, voie royale pour acquérir des matières nucléaires), l'AIEA a créé illico son "Nobel Peace Prize Cancer and Nutrition Fund", une fondation pour la lutte contre la malnutrition et le cancer. Il fallait oser, ils l'ont fait.

Pendant ce temps, depuis des décennies, les études épidémiologiques s'accumulent qui mettent en évidence que même de faibles doses de radioactivité, relâchées par les installations nucléaires pendant leur fonctionnement "normal" et reçues à répétition ou de façon chronique, accroissent les



Le logement social en mode "sobriété"

À Saint-Dié des Vosges, le chantier de la résidence Jules Ferry s'achemine vers son achèvement fin 2013. Avec 8 niveaux en bois et paille, et des performances énergétiques élevées (certification PassivHaus) fondées sur une conception bioclimatique, voici un projet exemplaire.

Le Toit Vosgien SA, bailleur social de la région de Saint Dié des Vosges, possède 2400 logements environ. Il s'est engagé dans la construction bois à haute performance énergétique il y a une quinzaine d'années, l'objectif étant d'allier l'écologie et la réduction des charges des locataires par l'innovation constructive (chauffage, eau chaude, etc). Ce faisant, il implique de nombreuses entreprises locales et contribue à faire avancer la transition énergétique.



© Vincent Pierré - Terranergie

La genèse du projet

Suite à divers collaborations avec le Toit Vosgien sur des opérations très innovantes tel que la construction de quatre logements passifs en paille à Gerbépal (650 m d'altitude) en 2009 et à la rénovation passive de 30 logements à Raon L'Étape en 2010, le projet de la résidence Jules Ferry à commencé en étude dès 2011. Les objectifs de grande hauteur en bois (8 niveaux !), d'utilisation de la paille en isolation et d'énergies renouvelables pour atteindre le plus bas niveau possible de charges locatives.



© Vincent Pierré - Terranergie

La sobriété comme méthode

Il existe de plus en plus de projets de bâtiment "basse énergie", mais souvent l'approche est très "techno", basée sur des systèmes complexes pour "rattraper" des mauvaises habitudes de conception au niveau de la volumétrie, de l'enveloppe et des ponts thermiques du bâtiment.

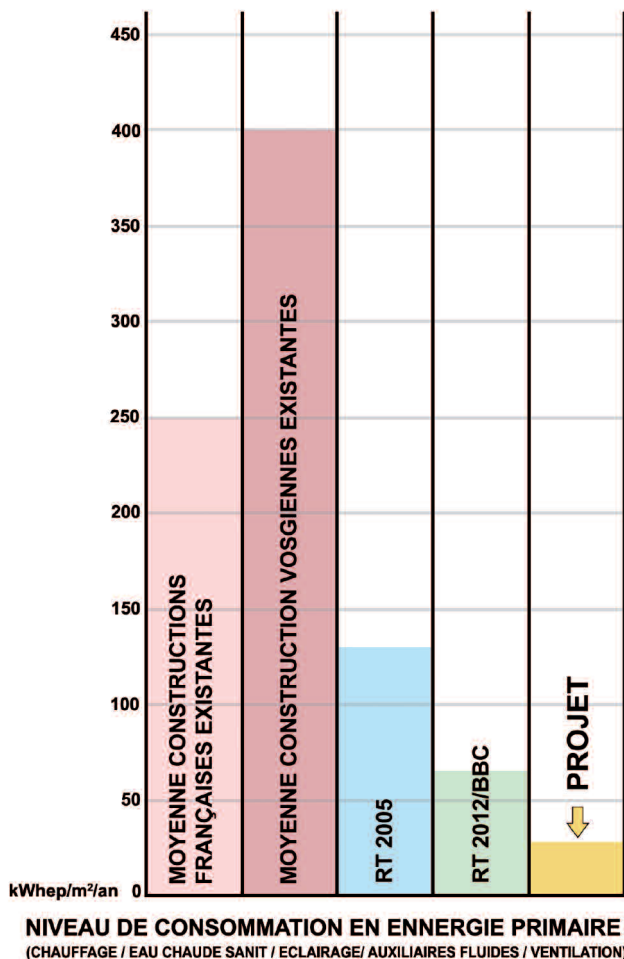
Inspiré par la méthodologie négawatt, le parti a été pris de la plus grande simplicité en basant la performance d'abord sur le bioclimatisme (compacité, orientation), puis sur la grande qualité de l'enveloppe (bois massif + paille) et enfin sur une production d'énergie par couplage solaire thermique et pompe à chaleur géothermique.

La paille et la poutre

La structure porteuse est constituée de voile de bois massif contre-collé sur laquelle viennent se fixer des caissons préfabriqués étanches, contenant chacun 5 bottes de paille agricole. Ce système a permis de monter les 700 caissons (plus de 3 000 bottes de paille) et les 8 niveaux en moins d'un mois sous des pluies battantes. C'est une alternative performante et économique aux isolants type laine de roche où polystyrène.

Des énergies renouvelables au plus juste

Plutôt que d'investir dans de fortes capacités de production d'énergies renouvelables, le projet s'est attaché à produire un maximum de négawatts, c'est-à-dire... d'énergie que l'on n'a pas à produire. Après la phase de sobriété (limiteur de débit sur les points d'eau), l'efficacité a cherché à minimiser toutes les pertes en "recyclant" l'énergie dans le bâtiment. Par exemple, la ventilation à double flux récupère en moyenne plus de 85 % de l'énergie



© Antoine Pagnoux - ASP architectes

contenue dans l'air extrait de la ventilation et des échangeurs en cuivre récupèrent plus de 33 % de la chaleur des eaux usées pour préchauffer l'eau chaude sanitaire. Enfin, pour le peu de besoins qui restent, le couple solaire + pompe à chaleur prend le relais.

Des charges minimales

Pour les besoins en chauffage (20°C), eau chaude sanitaire, électricité de ventilation et frais d'entretien du système énergétique, les charges annuelles pour un logement de 90m² sont de 130€ ! C'est techniquement impossible de faire moins dans le climat vosgien !

Un projet où l'on ne peut rien retirer

Souvent les concepteurs se demandent ce que l'on pourrait encore ajouter à un projet, ici la question est plutôt "que pourrait on retirer ?" Pas grand chose, tant les puissances installées sont faibles, la pompe à chaleur a une puissance de 30kW pour 26 logements (dans les Vosges, une grosse maison individuelle mal isolée nécessite cette puissance !)

Dans les bâtiments passifs, la source d'énergie n'est plus la question principale

Pour se rendre compte de la rupture en terme d'économies d'énergie par rapport à la moyenne des bâtiments existants (division par 20 par rapport aux besoins de chauffage !), les besoins en eau chaude sanitaire sont le double des besoins en chauffage !

Sachant que l' "énergie grise" contenue dans la structure du bâtiment peut représenter jusqu'à 50 ans de l'énergie utilisée pour le chauffage, c'est cet aspect qui devient primordial dans la conception. En cela, les bâtiments passif construit en béton + polystyrène + PVC présentent des bilans d'émissions de GES et d'énergie grise très défavorables. Or, un bâtiment n'est construit ou rénové lourdement qu'une fois tout les 50 à 100 ans, alors qu'un système énergétique peut être changé plus fréquemment.

Et les utilisateurs ?

Contrairement à des rumeurs persistantes, la principale "contrainte" d'usage des bâtiments passifs est qu'il ne faut pas laisser les fenêtres ouvertes en continu en hiver (un peu comme la logique le voudrait pour tout les bâtiments !). Au delà, toutes les sobriétés sont les bienvenues, température pas au delà de 20°C, douche pas trop longue, bon usage des lumières...

Un chantier propre, rapide et efficace

Assuré exclusivement par des entreprises locales et basé sur une grande part de préfabrication bois, le chantier a été beaucoup plus propre que les chantiers classiques nécessitant des grandes quantités de béton, d'eau et d'emballages divers.



© Vincent Pierré - Terranergie

Un concept généralisable

La construction et plus encore la rénovation passive ne sont pas des nec plus ultra mais tout simplement la bonne méthodologie de conception. Choisir d'investir dans la qualité de l'enveloppe du bâtiment plutôt que dans les systèmes est une logique pérenne et efficace économiquement.

De notre expérience, la stratégie passive sans surinvestissement est applicable à tous les types de bâtiments publics et collectifs, à l'exception de la maison individuelle. En effet, cette dernière, en plus de générer des problèmes urbanistiques liés à l'étalement et aux transports, a une fâcheuse tendance à être très peu compacte (beaucoup de m² de mur, de toit et de sol, pour peu d'habitants)

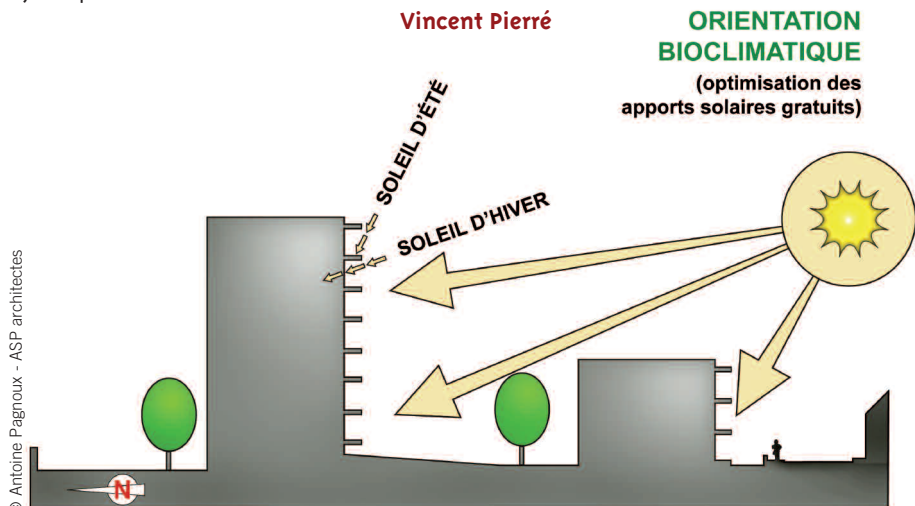
Les bâtiments passifs, briques d'une société négawatt

En réduisant drastiquement les besoins en énergie tant à la construction / rénovation par recours aux fibres végétales qu'en fonctionnement par des faibles besoins facilement couvrables par des énergies renouvelables, les bâtiments passifs nous font entrer de plain-pied dans la transition énergétique. Basés sur les concepts de simplicité et de mutualisation, ils sont de fait les meilleurs contradicteurs des réseaux énergétiques centralisés de forte puissance.

Contacts :
 ♦ Toit Vosgien : 6 rue du Breuil, 88100 Saint-Dié-des-Vosges
 ♦ ASP Architecture : 18 rue Antoine de Saint-Exupéry BP 46218, 88100 Saint-Dié-Des-Vosges
 ♦ Bureau d'étude énergie : Terranergie, 1 rue du Kemberg, 88580 Saulcy-sur-Meurthe



© Vincent Pierré - Terranergie



© Antoine Pagnoux - ASP architectes

Souscrire à un autre **modèle** énergétique !

Relocaliser l'énergie entre les mains des citoyens au plus proche des ressources d'énergies renouvelables, telle est la mission d'Énergie Partagée. Pour cela, le mouvement s'est doté d'un outil d'investissement solidaire pour permettre à ces projets collectifs viables de voir le jour et à chacun de prendre part directement à la transition énergétique. Partout en France, ces projets se multiplient grâce "au bon sens citoyen" de ses milliers de souscripteurs.

L'implication de chacun-e pour la transition de toutes et tous

Énergie Partagée est née en 2010 d'un regroupement d'acteurs, avec l'ambition d'impliquer les citoyens dans la production d'énergies renouvelables locales et la maîtrise de l'énergie, pour en favoriser le développement dans les territoires. Puisque la transition énergétique "politique" est trop lente à venir et trop centralisée, les citoyens doivent montrer la voie concrète en se regroupant et en développant des projets locaux rentables, éoliens, solaires, hydrauliques, etc. avec comme seuls critères l'intérêt général et la durabilité.

Inspiré par les exemples danois ou allemands (en Allemagne, 50 % de l'électricité d'origine renouvelable est issue de projets "citoyens"), le mouvement s'est doté d'un fonds d'investissement solidaire dédié au renforcement du capital de ces projets citoyens locaux d'énergies renouvelables.

Chacun peut investir à partir de 100 € dans le fonds Énergie Partagée et aider à la réalisation de projets éoliens, solaires, biomasse, etc. qui ont en commun le respect de la Charte Énergie Partagée. Cette dernière exige que le projet soit guidé par un souci d'écologie et de non-spéculation, maîtrisé par les citoyens, ancré dans le territoire et qu'il ait une gouvernance démocratique.

2 500 souscripteurs, des dizaines de projets ouverts à souscription

En trois ans, de nombreux projets portés par des collectifs citoyens se sont montés, dopés par le désir de valoriser les ressources des territoires et la perspective d'un autre horizon énergétique. Des collectivités locales jouent le jeu, aux côtés de porteurs de projet, bien conscientes que cette transition énergétique locale saura dynamiser leur tissu social et économique, et préserver ce terroir si précieux.

Déjà, les projets lancés au démarrage du mouvement produisent des MWh grâce à l'épargne de plus de 2 500 souscripteurs Énergie Partagée.

Près de Caen, trois écoles de la communauté de commune de Plaine Sud ont été couvertes de panneaux solaires photovoltaïques sur une idée des habitants. Regroupés au sein d'une coopérative, ils ont peu à peu rassemblé les acteurs du territoire - habitants, associations, collectivités, entreprises, enseignants - galvanisés par la dynamique du projet.



© Énergie Partagée

Pour Sébastien François, habitant de Plaine Sud et co-actionnaire des toitures solaires, "le plus important dans ce projet est de montrer qu'il est possible de produire de l'électricité d'une autre manière dans nos territoires, et montrer que chacun, quel qu'il soit, peut y participer concrètement."

Pour Patricia Oury, porteuse du projet, ces toits solaires sont avant tout un symbole d'espoir qui doit essaimer dans d'autres territoires. "Aujourd'hui, on se sent si éloigné des moyens de production énergétiques, si mis à l'écart des choix énergétiques qu'on a complètement perdu la connexion avec l'énergie. Ce projet est justement l'occasion de s'interroger sur sa propre consommation et sur sa responsabilité de citoyen dans la future transition énergétique."

Exemplaire en tous points (les installateurs sont locaux et les panneaux photovoltaïques sont européens), ce projet a également une forte dimension pédagogique puisque les enseignants ont profité de ces toitures solaires pour illustrer les cours de mathématiques, de biologie et de technologie (solaire) auprès de leurs classes.

Autre exemple avec le grand projet de parc éolien citoyen de Béganne en Bretagne.

Il y a 10 ans, quelques habitants de la région de Redon se sont regroupés avec l'ambition de prendre en main leur énergie. Lassés de se battre "contre", ils souhaitaient se battre "pour" une alternative.

L'idée de "mettre des éoliennes" paraissait plutôt farfelue... Surtout, la législation française n'offrait que très peu de marge à ce genre d'initiative (tenus à une quasi clandestinité, ils étaient obligés de faire des réunions "TupperWatt" pour trouver des investisseurs).

10 ans plus tard, ils sont plus de 1 000 à s'être impliqués dans le projet via des clubs d'investisseurs ou via



© Marc Mossaigne - Énergie Partagée

Grâce à un financement collectif et citoyen, Plaine Sud Energies a équipé trois écoles en panneaux photovoltaïques dans la communauté de communes Plaine Sud de Caen.

Énergie Partagée. Le parc sera situé en Pays de Vilaine et composé de quatre éoliennes de 2 MW chacune. Sur les 12 millions d'euros d'investissement, Énergie Partagée participe à hauteur de 500 000 €. Le 27 mai, le premier coup de pelleuse a été donné et les travaux devraient se terminer au début de l'année 2014.

Souscripteurs : les artisans d'un nouveau modèle énergétique

Les hommes et femmes qui investissent auprès de ces porteurs de projets sont animés par l'envie d'agir concrètement et immédiatement dans le sens d'une redéfinition de notre rapport à l'énergie. Parmi eux, certains participent à la hauteur de leurs modestes capacités, d'autres s'y engagent pleinement en y consacrant l'essentiel de leur épargne.

Et quand on leur demande pourquoi cet engagement ? "Je préfère utiliser mon argent à sauver la planète que le garder à la banque où j'ai la certitude qu'il sert à financer l'industrie pétrochimique, l'automobile, l'armement et le nucléaire. Ne rien faire, oui, ça c'est risqué !" s'emporte une souscriptrice de la première heure.

La souscription à Énergie Partagée est porteuse d'espoir et donne du sens à son argent. Cerise sur le gâteau, elle est également rentable : quand le fonds sera parvenu à collecter plusieurs millions d'euros, ce sont des centaines de projets qui pourront être réalisés partout en France et dégager pour



chaque souscripteur une rentabilité de 4 % par an, dès lors que l'action est conservée au moins 8 ans.

Cette valorisation de l'action n'est que le reflet de la rentabilité des projets d'énergies renouvelables dans un monde où l'énergie devient logiquement de plus en plus chère.

Chacun, en tant que citoyen, peut soutenir directement la transition énergétique en investissant une ou plusieurs actions de 100 € dans Énergie Partagée (conseillé à partir de 500 €) et redéfinir ensemble notre avenir énergétique.

Rendez-vous sur le site www.energie-partagee.org pour souscrire.

Marc Mossalgue

Coordinateur d'Énergie Partagée



Quatre raisons d'investir dans les projets locaux d'énergies renouvelables et de maîtrise de l'énergie

Encourager une énergie écologique et de bon sens
Nos régions sont riches de forêts, inondées de soleil, balayées par des vents réguliers ou traversées de rivières abondantes. Malgré ce potentiel diversifié, nous continuons d'avoir recours à des énergies "sales", risquées et sans avenir. Il est temps de prendre part à ces projets qui tracent la voie vers une nouvelle donne énergétique.

Un investissement sûr, porteur de sens et rentable
Savez-vous à quoi sert votre argent quand il est sur un livret à la banque ? Avec Énergie Partagée, c'est transparent, et c'est vous qui choisissez vers quel projet vous souhaitez orienter votre investissement. De plus, ces projets sont et seront de plus en plus rentables et devraient permettre de dégager une valorisation des actions de 4 % par an.

Une opportunité de créer des emplois durables sur place
La création locale de moyens de production d'énergies renouvelables et d'économies d'énergie s'accompagne d'emplois créés autour des projets, dans les études, la fabrication industrielle, l'installation, la maintenance, la rénovation ou la fourniture de bois. Ces emplois, liés aux ressources locales, seront ancrés dans le territoire et non-délocalisables.

Enfin un levier d'action pour faire changer les choses
Si la transition énergétique est en débat au gouvernement, elle est déjà en marche dans les territoires. Les projets citoyens Énergie Partagée sont nés de la volonté de quelques-uns, impatients de reprendre la maîtrise sur notre énergie et de démontrer qu'il est possible de développer les énergies renouvelables en France. Rejoignons-les !

Notes :

I : Voir le film "Moi, ma banque et le développement durable", J. Demaire

Eigg, l'île des énergies renouvelables

Depuis bientôt quinze ans, l'Écosse mène une politique énergétique audacieuse. Cet îlot quasi autosuffisant de la mer des Hébrides en est le fleuron.

C'est une journée parfaite sur Eigg. Sous un ciel radieux, la silhouette sombre d'An Sgùrr, la plus haute montagne des Hébrides intérieures, petit archipel situé à l'ouest de l'Écosse, contraste avec les collines verdoyantes de l'île. Pas un nuage, pas un souffle de vent.

Sur la jetée, au-dessus d'un restaurant, une lumière rouge invite les 90 habitants à limiter leur consommation d'électricité. "Le barrage ne produit rien, il n'a pas plu depuis quinze jours, explique John Booth, un Anglais volubile venu profiter sur l'île d'Eigg d'une retraite jusqu'ici surtout consacrée à concevoir et superviser le réseau électrique local. Mais les panneaux solaires suffisent. Et ceux que nous allons rajouter permettront en plus de recharger les batteries. Vous savez, nous sommes tout près de Tiree, l'endroit le plus ensoleillé de Grande-Bretagne."

Ci-contre :
"Bienvenue sur l'île d'Eigg
- À grands pas vers l'écologie"



© Ashden Awards

des pouvoirs voulue par Tony Blair, a encouragé cette décision. En commençant par le plus simple, les éoliennes, à terre, et une production de courant multipliée par vingt en dix ans. Le vent écossais souffle souvent, si fort parfois qu'il pleut presque à l'horizontale. Bilan : la province britannique a produit en 2012 l'équivalent de près de 40 % de sa consommation d'électricité à partir de sources renouvelables (14 646 GWh), contre 12 % en 2002. D'ici à 2020, si elle atteint son objectif, et c'est bien parti pour, ce chiffre sera de 100 %.

© Isle of Eigg

"La dévolution a débloqué politiquement le déploiement des renouvelables, se réjouit Lang Banks, responsable de l'ONG WWF pour la région. Depuis, l'Écosse a été à la pointe et a même toujours atteint ses objectifs en avance." À la fin 2012, en plus des 5,9 GW déjà opérationnels, une capacité additionnelle de 4,3 GW était déjà soit en construction, soit approuvée. Et 9 GW de projets étaient à l'étude dans l'éolien offshore. Certains projets se distinguent par leur envergure, comme la plus grande ferme d'éoliennes offshore du monde (339 turbines), ou la plus grande ferme houlomotrice du monde, qui pourrait alimenter jusqu'à 30 000 foyers.

Comment Eigg s'est émancipée

Sur Eigg, un intense chœur d'oiseaux accompagne le visiteur, où qu'il aille. "Avant, lorsqu'on se promenait dans l'île le soir, on entendait surtout le tac-tac des groupes électrogènes", se souvient Camille Dressler, une Française installée ici depuis plus de trente ans. Pendant longtemps, bloqués dans une situation assez féodale, les habitants d'Eigg n'avaient d'autre choix que de produire eux-mêmes leur électricité. L'endroit était la propriété personnelle d'un riche Britannique, et après lui d'un Allemand, "un escroc", dit-on. Les habitants n'avaient pas de bail, à peu près aucun droit. En 1997, grâce aux problèmes financiers de "l'escroc" et à une souscription publique, ceux-ci purent racheter l'île et amorcer son électrification.



Les éoliennes utilisées sur l'île d'Eigg peuvent être basculées au sol pour une maintenance facilitée.

La politique écossaise en faveur des renouvelables

Dans la soirée, une légère brise se lève, suffisante pour réactiver les éoliennes, mais pas pour éloigner les midges, les moucherons locaux. Le coucher de soleil baigne de teintes laiteuses la mer et les couches montagneuses visibles depuis Eigg, premier endroit du monde à avoir mis en œuvre un réseau électrique reposant sur trois types d'énergies renouvelables. Comme cette île, l'Écosse a pris avec ferveur le virage des énergies vertes, soutenues par la classe politique locale. Grâce à son pouvoir d'arbitrage sur les projets énergétiques, le gouvernement régional, recréé en 1999 avec la dévolution

Un câble sous-marin depuis l'Écosse aurait été trop cher, et "on n'aurait de toute façon pas voulu du nucléaire produit en Écosse", explique Maggie Fyffe, qui conduisit le rachat de l'île. On s'orienta donc sur du renouvelable. "Nous sommes partis du principe que le système devrait être fondé sur ce qu'on a. Nous avons plein de vent et de pluie en hiver, beaucoup de soleil en été, observe John Booth. Et le prix ne risque pas d'augmenter, contrairement à celui du diesel." Le système, qui fonctionne depuis quatre ans, facturé 21 pence le kWh (24 centimes d'euros), a été conçu avec l'aide de consultants extérieurs : trois barrages cumulant 110 kW de puissance, quatre éoliennes de 6 kW chacune, des panneaux solaires de 10 kW rapidement portés à 30 kW, et pour lisser l'intermittence, 96 batteries de 4V absorbant ou délivrant l'électricité disponible... Coût global : 1,5 million de livres sterling, financées via diverses subventions (Europe, Loterie nationale...) et un emprunt. La puissance, visible en temps réel, est limitée à 5 kW par foyer, dix par entreprise. "Le compteur devient un peu obsessionnel", rigole Maggie Fyffe, qui nous apprend "qu'un lave-linge monte à 3 kW lorsqu'il chauffe l'eau". Aujourd'hui, les énergies renouvelables assurent de 75 % à 90 % de la consommation d'électricité de l'île. Le reste provient encore d'un groupe électrogène, mais Eigg étudie deux projets d'installations marémotrices pour atteindre une autosuffisance complète.



© Isle of Eigg

d'hydroliennes, ces turbines posées sur les fonds marins qui transforment les courants en énergie (Ecofutur du 19 novembre).

Le SNP a fait des énergies renouvelables un argument-clé de la capacité de l'Écosse à devenir indépendante, en vue du référendum sur le sujet qui se tiendra en 2014. "Dans les années 70 [au début de la production pétrolière ndr], les indépendantistes avaient adopté le slogan "c'est le pétrole de l'Écosse". Aujourd'hui, ils devraient dire "c'est le temps de merde de l'Écosse", rigole Niall Stuart, le directeur de Scottish Renewables, association locale des producteurs d'énergie renouvelables.

Un recours raisonné à l'éolien

À Eigg, les habitants parlent avec fierté de leur projet communautaire, mais les avis sont plus partagés sur les déploiements industriels d'éoliennes. "Je ne crois pas que ce soit une bonne idée de saccager l'intégralité du Royaume-Uni avec des éoliennes. Je plaiderais pour des limitations à 5 kW de puissance dans chaque foyer, comme ici", propose Karen, une Anglaise installée ici depuis trente ans. John Booth, lui, juge que "l'idée de coller des fermes d'éoliennes partout est mauvaise. Tous les cours d'eau devraient avoir des barrages, et les gros consommateurs d'électricité devraient la payer plus cher, pas moins".

En Écosse, malgré des panneaux réclamant ici où là l'arrêt d'un projet, l'opposition du club de montagnards, de Scotland Against Spin, et même la création d'un parti politique d'antis, les éoliennes bénéficient globalement du soutien de la population. Un sondage montrait encore récemment que les Écossais étaient bien plus ouverts à l'installation d'éoliennes dans leur environnement qu'à d'autres types d'unités de production énergétique. Les projets évitent pour l'essentiel les régions les plus spectaculaires. "Nous avons les ressources, le soutien de la population et de la classe politique, un soutien financier, un système de planification et des objectifs clairs, résume Lang Banks, de WWF. Je crois que ça devient ici un élément de fierté nationale."

Olivier Hensgen

Libération, 23 juin 2013

Installation de fabrication de biogaz.



© Isle of Eigg

L'île produit aussi de l'électricité grâce à ce petit barrage hydroélectrique.



© Isle of Eigg

"C'est le temps de merde de l'Écosse"

Le Scottish National Party (SNP), le parti indépendantiste qui contrôle le Parlement et le gouvernement locaux depuis des élections triomphales en 2011, n'a que le potentiel de l'Écosse en matière de renouvelables à la bouche. Le Premier ministre, Alex Salmond, vante à l'envi son pays comme une "Arabie Saoudite de l'énergie marine", prolongeant son expérience de l'offshore pétrolier en mer du Nord, créant des milliers d'emplois dans un secteur d'avenir et exportant au Royaume-Uni et au-delà des quantités d'énergie décarbonée. "Nous avons 25 % du potentiel marémoteur de l'Europe, 25 % de son potentiel éolien offshore, et 10 % de son potentiel houlomoteur. Pas mal pour une nation comptant moins de 1 % de la population européenne", clame fièrement Salmond. Et le pays est en pointe dans les expérimentations



© Isle of Eigg

Les moyens renouvelables de production d'électricité d'Eigg sont reliés à une banque de batteries.

À lire, à voir, à offrir...

Comme à chaque numéro, nous partageons avec vous nos impressions sur quelques-uns des livres et DVD que nous avons reçus ces derniers mois.

La France nucléaire L'art de gouverner une technologie contestée

Sezin Topçu, Éd. du Seuil,
septembre 2013, 352 pages. À commander
sur <http://boutique.sortirdunucleaire.org> ou
en envoyant un chèque de 24,50 € (port
compris) au Réseau "Sortir du nucléaire",
9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.

Comment le nucléaire a-t-il pu se développer en France au point d'être le pays le plus nucléarisé au monde et ce malgré les nombreuses luttes antinucléaires des années 1970 et 80 ? L'étude de Sezin Topçu, après un rappel de toutes ces luttes, donne, à partir de nombreux exemples, des pistes d'explications politiques et sociologiques sur la capacité du lobby nucléaire à dévier et marginaliser les oppositions au nucléaire.

L'ouvrage aborde :

- ◆ le rôle de l'État, des gouvernements, des partis politiques et des organismes nucléaires dans la marginalisation de l'opposition au nucléaire.
- ◆ le rôle des structures de concertation : enquêtes d'utilité publique, commissions locales d'information.
- ◆ les moyens utilisés pour permettre l'acceptabilité sociale du nucléaire.

Cet ouvrage analyse le succès de la nucléarisation de la France en dépit des fortes résistances citoyennes, largement minimisées par l'histoire dominante. Il doit aider les militants d'aujourd'hui à mieux appréhender la stratégie du lobby



nucléaire et, après Fukushima, comprendre que la communication sur "plus de sécurité" sert avant tout à contrer l'exigence d'arrêt du nucléaire.

Martial Château

La révolution énergétique, une chance pour sortir de la crise

Denis Baupin, Éd. Les Petits Matins,
2013, 160 p., 5 €, disponible en librairie.

Ce court ouvrage concis et dynamique nous présente un scénario de transition énergétique alors que le modèle économique et énergétique actuel est en crise. Denis Baupin présente cette transition comme une formidable opportunité autant en termes économiques, d'emplois, de pouvoir d'achat, de justice sociale, de dynamique territoriale que de décentralisation de la production.



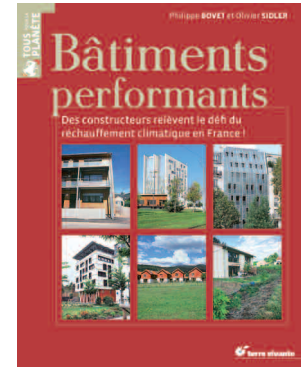
Ce virage industriel est un impératif pour une "mutation civilisationnelle" qui devrait permettre de réduire les coûts énergétiques des foyers en investissant sur les économies d'énergie. Cette politique permettrait également de sortir de la dépendance aux énergies fossiles et d'investir massivement pour des emplois locaux.

À l'heure où le débat est vif sur les Grands Projets Inutiles et Imposés, la question se pose de savoir comment ce virage énergétique pourrait être abordé sans favoriser une main-mise des multinationales sur les investissements nécessaires à une telle politique ? Sauf à vouloir reproduire le même schéma économique. Quelques réponses sont apportées dans ce pamphlet énergétique.

Jocelyn Peyret

Bâtiments performants. Des constructeurs relèvent le défi du réchauffement climatique en France !

Philippe Bovet et Olivier Sidler,
éd. Terre Vivante, 2013, 141 pages, 20 €,
disponible en librairie.



Le bâtiment, comme les transports, doivent être considérés comme le premier maillon d'une chaîne représentant l'impact environnemental de notre organisation sociale. Lorsqu'un bâtiment est édifié, quelle que soit sa fonction, il peut être analysé comme une source de pollution supplémentaire pour les 50 à 250 ans à venir. Avec son premier gros impact, lors du chantier et en termes d'énergie grise.

Si tous les acteurs de la construction, du donneur d'ordre jusqu'au peintre, prenaient conscience de ce fait, il est fort probable que les paysages architecturaux et urbanistiques se verraient profondément modifiés.

Le livre de Bovet et Sidler nous donne à voir une série de réalisations où la lucidité des maîtres d'ouvrage l'emporte sur les fausses évidences des mondes de la construction et de la finance. Lucidité devant s'accompagner d'une ténacité sans faille pour voir les projets aboutir. Dans tous les exemples passés en revue, l'ambition est celle d'une diminution drastique des consommations ; avant même toute réglementation thermique.

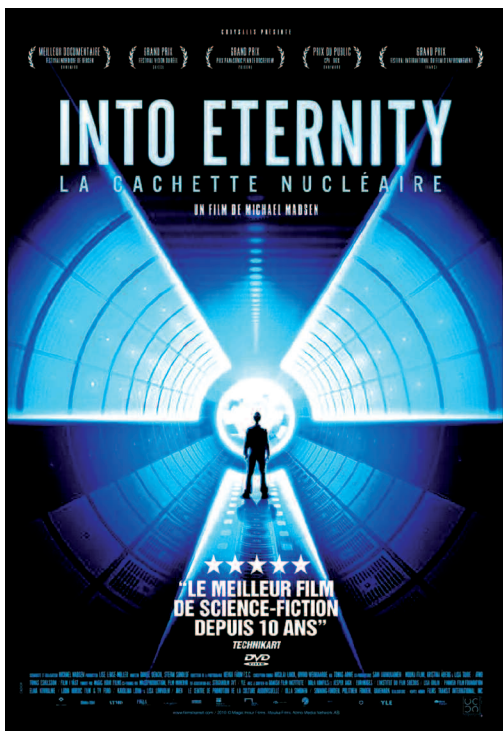
Quel rapport avec le nucléaire ? L'inversion de paradigme. Ici la jauge n'est pas la recherche d'une offre toujours plus abondante, mais la compréhension et la maîtrise de la demande. Édifiant !

Claudio Rumolino

DVD Into Eternity

Michael Madsen, Éditions Chrysalis Films, octobre 2011, 75 mn, VO anglaise sous-titrée en français. À commander sur <http://boutique.sortirdunucleaire.org> ou en envoyant un chèque de 16,49 € (port compris) au Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.

Les déchets nucléaires hautement radioactifs le demeurent pendant des dizaines de milliers d'années. Comment faire ressentir la vertigineuse profondeur temporelle du danger qu'ils représentent, et l'insensée présomption de notre société qui, pour quelques décennies de gaspillage électrique, produit une pollution quasi éternelle qu'elle ne sait pas gérer ?



Michael Madsen a brillamment relevé ce défi, en nous offrant Into Eternity, petit bijou de cinéma documentaire, qui évoque le projet finlandais d'enfouissement nucléaire d'Onkalo ("la cachette"). L'ambition esthétique d'Into Eternity rivalise avec le meilleur cinéma de science-fiction, tout en s'appropriant certains de ses codes narratifs. Le film est construit en forme d'avertissement à nos arrières-arrières-arrières...-petits-enfants et autour de cette double interrogation : pourra-t-on empêcher que, tôt ou tard, ils découvrent les déchets nucléaires profondément enfouis ? Comment les avertir du danger qu'ils constituent ?

Photographie magnifique, structure narrative très habile, montage particulièrement réussi ; le film entremêle des images très suggestives des galeries d'Onkalo, des paysages à la surface et des installations nucléaires produisant les déchets, avec de courts entretiens - frappants - exclusivement menés avec des personnes travaillant pour le projet d'Onkalo ou pour des autorités de régulation du nucléaire.

À voir et faire voir absolument !

Xavier Rabilloud

Les éoliennes d'Hélène

À partir de 6 ans. Sébastien Chebret, Éd. Eyrolles, mai 2013, 24 p., 9,90 €, disponible en librairie.

Les éoliennes fleurissent dans nos campagnes et il est probable que les enfants ne savent pas très bien à quoi elles servent et comment elles fonctionnent.

Comment faire comprendre le fonctionnement d'une éolienne à un enfant ? En en construisant une avec lui, pardi ! C'est ce que propose ce joli petit livre racontant l'histoire d'Étienne qui décide de fabriquer une éolienne pour éclairer la maison de poupée de sa sœur.

Une histoire simple, de belles illustrations, et des explications claires pour les bricoleurs en herbe permettront aux enfants de s'initier à la joie de voir s'allumer une petite ampoule par la seule force du vent.

Même si le livre se veut très simple, il vaut mieux qu'un adulte accompagne l'enfant dans sa construction, car ce n'est pas si simple de fabriquer une petite éolienne qui fonctionne vraiment.

Delphine Boutonnet



Élection nucléaire

Dominique Levis, Éd. Édilivre, 2012, 315 p., 24,50 €, à commander en librairie.

L'auteur, Dominique Levis, est informaticien au sein de la police judiciaire. Il nous raconte dans ce deuxième roman, toujours de manière très précise et détaillée, un vol de plutonium pour des Iraniens à l'approche des élections présidentielles françaises, le Mossad qui tente de contrecarrer cette affaire menée par de mystérieux intervenants français, le tout emmêlé dans des ficelles politico-financières.

Dominique Levis

Election nucléaire



Le brigadier major Jean-Charles Pantaloni va devoir user de toute son habileté et de ses connaissances afin de dénouer cette pelote de nœuds en faisant bien attention à ne pas y laisser sa peau.

C'est toujours plongés au cœur du système policier, des services secrets français et étrangers, de la politique et des finances chères à l'auteur que nous restons en haleine tout au long de ce roman. Encore un très bon moment de lecture...

Une fois de plus, cela paraît très (trop) réaliste ; cette nouvelle fiction a des airs de "déjà vu en vrai" et pourrait très bien faire partie de l'actualité prochaine.

Benoît Cachard



NUCLÉAIRE DE LA MINE AUX DÉCHETS

tou-te-s concerné-e-s

ENSEMBLE BARRONS LA ROUTE À L'URANIUM ! Samedi 30 novembre et dimanche 1^{er} décembre

Depuis le mois d'avril, nous agissons sans relâche pour montrer que le risque nucléaire se cache aussi derrière les installations de transformation de l'uranium et de fabrication du combustible et dénoncer les transports dangereux et incessants générés par cette industrie.

Depuis le mois d'avril, les militant-e-s et groupes du Réseau "Sortir du nucléaire" mettent des bâtons dans les rouages de l'industrie nucléaire dans son fonctionnement quotidien et routinier : mobilisations, actions en justice, blocages non-violents, battage médiatique... En témoigne par exemple la pression constante exercée depuis plusieurs mois sur l'usine Comurhex de Malvési, porte d'entrée du nucléaire français et d'un quart de l'uranium utilisé dans le monde.

Avec ses 58 réacteurs et toute son industrie de l'uranium la France est le pays le plus nucléarisé au monde. Où que vous habitiez, vous êtes concerné-e par le risque nucléaire ! Les installations et les réacteurs étant disséminés sur tout le territoire, il y a forcément une usine près de chez vous ou un transport qui passe à proximité. De Malvési à Gravelines, de La Hague à Bure, le nucléaire est omniprésent et nous sommes tou-te-s affecté-e-s par les pollutions qu'il génère.

Tou-te-s, chacun-e à notre façon, nous pouvons agir contre cette industrie qui empoisonne nos vies ! Alors ensemble, barrons la route à l'uranium, bloquons la chaîne du combustible et ouvrons la voie aux alternatives !

Vous habitez à proximité d'une ancienne mine d'uranium ou d'une installation de la chaîne du combustible nucléaire ? Votre ville, ses routes, sa gare ou son port sont traversés par des convois nucléaires ? Le week-end des 30 novembre et 1^{er} décembre, agissez près de chez vous sur la route de l'uranium !

Plus d'informations sur
www.sortirdunucleaire.org/tous-concernes



© Andrea Willis Wilde



© Stop Tricastin



© Martin Leers - www.martinleers.com